

METTRE EN ŒUVRE LES ENGAGEMENTS DE L'AGENDA 2030
POUR DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES, JUSTES ET INCLUSIVES



LA FEUILLE DE ROUTE POUR DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES, JUSTES ET INCLUSIVES

UN APPEL À L'ACTION POUR CHANGER NOTRE MONDE

21 septembre 2017

LES PIONNIERS

||||| POUR DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES, JUSTES ET INCLUSIVES



Ce travail est protégé par la licence Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC BY 4.0) <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>. Sous la licence Creative Commons Attribution, vous pouvez copier, distribuer, transmettre et adapter ce travail, y compris à des fins commerciales.

Veuillez citer ce travail de la manière suivante:

Les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives (2017), la Feuille de route pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives - Un appel à l'action pour changer notre monde. New York: Center on International Cooperation, disponible à l'adresse <http://www.cic.nyu.edu/pathfinders>

« Le nouveau programme reconnaît la nécessité de construire des sociétés pacifiques, justes et inclusives qui offrent un accès égalitaire à la justice et qui sont fondées sur le respect des droits de l'homme (y compris le droit au développement), sur un état de droit efficace, sur une bonne gouvernance à tous les niveaux et sur des institutions transparentes, efficaces et responsables ».

Transformer notre monde: Le Programme
de développement durable à l'horizon 2030

« La sécurité ne se produit pas toute seule:
Elle est le résultat d'un consensus collectif et
d'investissements publics ».

Nelson Mandela, 2005

Remerciements

Nous tenons à remercier les personnes et organisations suivantes pour contribution et leurs commentaires sur la feuille de route:

Les missions permanentes à New York et à Genève, et les gouvernements de tous les pays pionniers.

16+ Forum, Africa Plateforme, ATD Quart Monde, CBM International, Ligue pour le bien-être de l'enfance du Canada, Dialogue de la société civile sur la consolidation de la paix et la construction de l'État, Forum sur le gouvernement local du Commonwealth, Cordaid, Plate-forme de la société civile pour la consolidation de la paix et la construction de l'État (CSPPS), Département du Développement international Royaume-Uni, Département des affaires étrangères et du commerce du Gouvernement australien, Direction générale de la coopération au développement et de l'aide humanitaire de Belgique, G7 +, Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF) Genève, Centre international de déminage humanitaire (GICHD) de Genève, Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), Affaires internationales Canada, Institut mondial de dialogue, Partenariat mondial pour la prévention des conflits armés, Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants, Institut des diplômés Genève, ID4D et Banque mondiale, ideas42, Organisation internationale du Travail, Institut d'économie et de paix à La Haye, Institute for Inspiring Children's Futures at the University of Strathclyde à l'Université de Strathclyde, Fondation Juridique internationale, Institut de droit et de développement, Réseau national pour des communautés sûres, Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU sur la violence envers les enfants, Fondation Open Society, Organisation des États américains, Overseas Development Institute, Peace Direct, Plan International, Bureaux quaker auprès des Nations Unies, Restless Development, Saferworld, Saferworld, Réseau de justice fiscale, Terreform - Centre de recherche avancée en milieu urbain, Réseau Transparence, responsabilité et participation, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Programme des Nations Unies pour le développement, Fondation des Nations Unies, ONU Habitat, Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, UNICEF, UNICEF Royaume-Uni, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix, ONU Femmes, USAID, Département d'État des États-Unis, Groupe de travail de l'Alliance pour la prévention de la violence, Water Aid, Wave Trust, Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, Programme alimentaire mondial, groupe d'étude sur la violence et la santé de l'Université de Yale, professeur Arturo Cervantes Trejo, Yamina Djacta, Ronald Glossop, professeur Ed Maguire, Megan Roberts, Aviva Silburt.

Les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives ont reçu un soutien financier généreux de la Direction du développement et de la coopération suisse. L'élaboration de la Feuille de route pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives a bénéficié d'un soutien supplémentaire grâce à des subventions du ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, du ministère néerlandais des Affaires étrangères et du ministère norvégien des Affaires étrangères.

Page de contenu

Introduction et Aperçu	5
Promouvoir des Sociétés Pacifiques, Justes et Inclusives	10
De ODD16 à ODD16+	12
Stratégies Transformatrices	16
Prévenir	19
Renouveler	20
Impliquer	21
Actions Catalytiques	22
Accroître la prévention de la violence à l'égard des femmes, des enfants et des groupes vulnérables.....	25
Construire des villes sûres, inclusives et résilientes.....	27
Prévention ciblée pour les pays et les communautés qui sont les plus susceptibles d'être laissés pour compte.....	29
Améliorer la justice et augmenter l'autonomisation juridique	31
Engagement pour un gouvernement ouvert et réactif.....	33
Réduire la corruption et les flux financiers et d'armes illicites	35
L'identité juridique et l'enregistrement des naissances pour tous	37
Donner aux individus les moyens de devenir des acteurs du changement.....	39
Respecter les droits de l'homme et promouvoir l'égalité entre les sexes	41
Catalyseurs	44
Preuves et données	47
Économie	49
Apprendre et échanger	51
Communication, promotion et construction de mouvement.....	53
La Voie à Suivre	56
Références	61

Introduction et Aperçu

Les gouvernements du Brésil, de la Sierra Leone et de la Suisse ont convoqué les **Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies** (Les <<Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives>>) pour répondre à la vision du Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui prétend que toutes les populations devraient vivre dans des sociétés pacifiques, justes et inclusives, exemptes de peur et de violence.

Les Pionniers incluent un **groupe d'États membres**, des **organisations internationales**, et des **partenaires** et **réseaux** importants.

Depuis notre lancement il y a un an, nous avons travaillé ensemble pour comprendre les défis et les opportunités de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour la paix, la justice et l'inclusion.

Nous vivons dans un monde où la vie de beaucoup de personnes est façonnée par la violence, les conflits, l'insécurité, l'injustice et l'exclusion.

Les normes de gouvernance doivent également être améliorées. Dans tous les pays, les institutions sont soumises à des pressions et ont besoin d'être renforcées si elles veulent atteindre les objectifs de développement durable.

Il est clair qu'il **ne peut y avoir de développement durable sans paix ni de paix sans développement durable**, et qu'il faut faire plus pour protéger les droits de l'homme et l'égalité des sexes.

Mais nous bénéficions d'une compréhension croissante de ce qui est nécessaire pour construire des sociétés plus pacifiques, plus justes et plus inclusives, avec des exemples de leadership et d'engagement dans un nombre croissant de pays.

Nous savons également que des améliorations significatives de la paix, de la justice et de l'inclusion joueront un rôle de catalyseur dans la réalisation de l'Agenda 2030, et les plus grands bénéfices reviendront aux populations les plus défavorisées.

Cette feuille de route s'appuie sur ces exemples pour fournir un premier guide pour ceux qui travaillent sur la mise en œuvre.

Au cœur de cette feuille de route, il y a trois **stratégies transformatrices**: la prévention de toutes les formes de violence, le renouvellement institutionnel pour soutenir le développement durable, et les actions visant à accroître l'inclusion sociale, économique et politique.

Neuf domaines **d'action catalytique** sont identifiés. Dans chacun de ces domaines, il existe la possibilité d'accélérer la mise en œuvre au cours des cinq prochaines années.

Pour chaque action, nous avons mis en évidence des exemples de mise en œuvre nationale qui montrent l'éventail et l'ampleur de l'innovation que nous voyons à travers le monde.

La feuille de route souligne également la nécessité d'accroître les **preuves**, les **données**, **l'apprentissage** et les **financements**, et la nécessité d'un **mouvement** qui mobilise des partenaires de tous les secteurs derrière une vision commune.

La feuille de route est le début de notre travail en tant que Pionniers.

Nous sommes maintenant tournés vers le Forum politique de haut niveau de 2019, qui aura pour thème « autonomiser les populations et assurer l'inclusion et l'égalité ».

C'est aussi cette année-là que les dirigeants de tous les pays se réuniront pour examiner les progrès réalisés dans toutes les parties de l'Agenda 2030.

D'ici là, nous devons prendre des mesures supplémentaires pour lutter contre la peur et la violence, et pour bâtir des sociétés justes qui incluent et autonomisent les populations.

Ensemble, nous pouvons atteindre cet objectif.

Gouvernements du Brésil, de la Sierra Leone et de la Suisse.



Les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives

- Un groupe en expansion d'**États membres** et de **partenaires de tous les secteurs**
- Ouvert aux pays et aux parties prenantes désireux de **s'engager dans l'action**
- Déterminé à apporter des **changements réels** pour les femmes, les enfants et les hommes

Une feuille de route pour un domaine d'importance cruciale pour l'Agenda 2030

- Couvre toutes les **cibles** de développement durable pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives (ODD16+).
- Fait le lien entre les dimensions **économiques, sociales et environnementales** de l'Agenda 2030.
- Reconnaît que chaque pays a ses propres priorités, mais que tous les pays peuvent **jouer un rôle clé**.

Pertinente pour tous les pays et parties prenantes

- Reflète l'**universalité** des objectifs de développement durable
- Souligne les besoins particuliers des populations et des pays qui sont les plus **vulnérables** et les **plus marginalisés**
- A un rôle de **station d'accueil**, en réunissant les partenaires autour d'une vision partagée pour la mise en œuvre

Se concentre sur les solutions et les résultats

- Se concentre sur les **cinq prochaines années**, avec le Forum politique de haut niveau en 2019 en tant qu'étape clé.
- Met en évidence les chances d'accélérer ce qui fonctionne et de démontrer les **premiers résultats**
- Identifie les domaines dans lesquels les **investissements à plus long terme** produiront des dividendes dans les années 2020

Trois éléments principaux

- Des **stratégies de transformation** qui servent de base pour l'action intégrée et pour les partenariats.
- Des **actions catalytiques** pour accélérer les progrès vers des sociétés pacifiques, justes et inclusives
- Des **catalyseurs** qui renforcent les bases pour une mise en œuvre ambitieuse



Nous sommes déterminés à favoriser des sociétés pacifiques, justes et inclusives, exemptes de peur et de violence.

Objectifs



Stratégies transformatrices



Prévenir

Investir dans la prévention afin que toutes les sociétés et populations puissent atteindre leur plein potentiel.



Renouveler

Transformer les institutions afin qu'elles puissent répondre aux aspirations pour un avenir plus prospère, inclusif et durable.



Impliquer

Inclure et autonomiser les populations afin qu'elles puissent atteindre leur potentiel et travailler pour un avenir meilleur.

Actions catalytiques

1

Accroître la prévention de la violence à l'égard des femmes, des enfants et des groupes vulnérables

2

Construire des villes sûres, inclusives et résilientes

3

Prévention ciblée pour les pays et les communautés qui sont les plus susceptibles d'être laissés pour compte

4

Améliorer la justice et augmenter l'autonomisation juridique

5

Engagement pour un gouvernement ouvert et réactif

6

Diminuer la corruption et les flux financiers et d'armes illicites

7

L'identité juridique et l'enregistrement des naissances pour tous

8

Donner aux individus les moyens de devenir des acteurs du changement

9

Respecter les droits de l'homme et promouvoir l'égalité entre les sexes

Catalyseurs

1 1 0 0
1 0 1 0
0 1 0 1

Preuves et données



Économie



Apprendre et échanger



Communication, promotion et construction d'un mouvement



Les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives

Organisateurs



Brésil



Sierra Leone



Suisse

États membres



Afghanistan



Argentine



Canada



République centrafricaine



Colombie



République Tchèque



Géorgie



Guatemala



Indonésie



Libéria



Liechtenstein



Mexique



Pays Bas



Qatar



République de Corée



Somalie



Sri Lanka



Suède



Timor-Leste



Tunisie



Royaume-Uni

Organisations internationales qui soutiennent l'élaboration de la feuille de route

Le Secrétariat des Nations unies, Programme des Nations Unies pour le développement, UNICEF, ONU Habitat, Office des Nations Unies à Genève, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ONU Femmes, Banque mondiale.

16+ Forum, Alliance 8.7, g7 +, Alliance mondiale pour rendre compte des progrès réalisés dans la promotion de sociétés pacifiques, justes et inclusives, Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants, Namati, le Partenariat pour le gouvernement ouvert, le Réseau Transparence, Responsabilité et partenariats (TAP)

Facilité par le Centre universitaire de New York sur la coopération internationale



Promouvoir des Sociétés Pacifiques, Justes et Inclusives

Dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (l'Agenda 2030), les leaders mondiaux ont exprimé leur détermination à « favoriser des sociétés pacifiques, justes et inclusives, **exemptes de peur et de violence.** »

Ils ont fixé des objectifs ambitieux pour réduire la **violence** dans tous les pays, pour assurer l'accès à la **justice** pour tous et pour créer des **institutions** efficaces, transparentes et inclusives.

Les **Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies** (« Les Pionniers pour des Sociétés Pacifiques, Justes et Inclusives ») sont un groupe d'États membres de l'ONU, d'organisations internationales, de partenariats internationaux et d'autres parties prenantes.

Il est convoqué par les gouvernements du Brésil, de la Sierra Leone et de la Suisse pour construire les **fondements intellectuels et les alliances** qui permettront d'atteindre les objectifs de développement durable pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

La feuille de route pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives se concentre sur les **cinq prochaines années** et couvre toutes les cibles de développement durable pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives (**ODD16+**).

Elle aidera à la réalisation des ambitions **sociales, économiques et environnementales** de l'Agenda 2030, tout en reconnaissant la contribution que le **développement durable** apporte à la paix, à la justice et à l'inclusion.

La feuille de route indique le **commencement** d'un voyage collectif et fournit un guide aux décideurs, aux **financeurs** et aux **militants**.

Tous les pays sont invités à devenir des pionniers, en utilisant la feuille de route pour renforcer leur mise en œuvre des ODD16+ et pour partager leur **leadership** et leurs **expériences** dans la construction de sociétés pacifiques, justes et inclusives.



De ODD16 à ODD16+

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 appelle à :

« *Construire des sociétés pacifiques, justes et inclusives qui offrent un accès égalitaire à la justice et qui sont fondées sur le respect des droits de l'homme (y compris le droit au développement), sur un état de droit efficace, sur une bonne gouvernance à tous les niveaux et sur des institutions transparentes, efficaces et responsables* ».

L'Agenda s'engage à lutter contre les inégalités, la corruption, la mauvaise gouvernance, les flux financiers et d'armes illicites et les autres facteurs qui sont sources de violence et d'insécurité.

L'objectif de développement durable 16 est de « *favoriser l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives, libérées de la peur et la violence* ».

Mais ODD16 ne doit pas être considéré isolément. Il est étroitement lié à d'autres objectifs, conformément à l'aspect intégré de l'Agenda 2030.

Au total, 36 cibles mesurent directement un aspect de la paix, de l'inclusion ou de l'accès à la justice, dont un tiers seulement fait partie de ODD16.

Nous appelons ces cibles ODD16+.

Les cibles ODD16+ sont fortement liés à tous les objectifs de développement durable.

Comme le reconnaît l'Agenda 2030, il ne peut y avoir de développement durable sans paix ni de paix sans développement durable.

Sans paix, justice et inclusion, aucun des ODD ne peut être entièrement mis en œuvre.

La violence et l'injustice détruisent des vies et marginalisent inévitablement des personnes et des communautés. Les schémas d'exclusion et les griefs qu'ils nourrissent nuisent aux sociétés et peuvent mener à l'insécurité et à la violence.

Des institutions faibles et une mauvaise gouvernance font que les sociétés ne parviennent pas à atteindre leur plein potentiel de développement.

Mais le progrès social, économique et environnemental joue un rôle tout aussi important dans la création des conditions pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

La croissance économique inclusive et le développement social réduisent les risques de violence et de conflit, et encouragent les sociétés à travailler ensemble pour un avenir meilleur.

La durabilité et la résilience environnementale sont aussi essentiels pour construire des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Les cibles ODD16 + pour les sociétés pacifiques, justes et inclusives

ODD16 n'a pas été conçu pour être isolé des autres objectifs. Les cibles ODD16+ :

- Démontrent comment la paix, la justice et l'inclusion sont **intégrées** à l'Agenda 2030.
- Renforcent les arguments en faveur de **l'universalité**, en encourageant tous les pays à tenir pleinement compte des liens complexes entre le développement durable et la paix.
- S'attaquent aux facteurs qui systématisent les **inégalités** entre les pays et à l'intérieur des pays, sachant que les populations vulnérables et marginalisées sont les plus exposées aux risques de violence, d'injustice et d'exclusion.
- Placent la question du **droit des femmes** et des **droits humains** au cœur des efforts pour construire des sociétés pacifiques, justes et inclusives, fondées sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.
- Soulignent la nécessité d'une **coopération internationale** pour la réalisation des 40% des cibles ODD16+ qui ont une dimension mondiale ou régionale.
- Inspirent des **partenariats** qui rassemblent ceux qui travaillent dans tous les secteurs et qui permettent la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable.

L'engagement de l'Agenda 2030 pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives est lié à l'engagement envers des établissements humains inclusifs, sûrs et résilients du **Nouveau Programme urbain** et se concentre sur la prévention et la résilience du **Cadre de Sendai pour la diminution des risques de catastrophes**. Le **Programme d'action d'Addis Abeba** offre un cadre international pour financer le développement durable.

L'Agenda 2030, tout en étant de nature universelle, reconnaît que les pays les plus vulnérables, y compris les pays touchés par les conflits, font face à des défis spécifiques. ODD16+ contribue à la réalisation de tous les objectifs de développement durable et au **maintien de la paix** et à la consolidation de la paix dans ces pays.



Au cours des dernières années, de nombreux pays ont fait des progrès significatifs dans les domaines de la paix, de la justice et de l'inclusion, mais selon les tendances actuelles, les cibles ODD16+ ne peuvent pas être atteintes.

Les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives ont élaboré une feuille de route pour relever ce défi.

La feuille de route se concentre sur ce qui peut être fait, au cours des cinq prochaines années, pour rehausser le niveau d'ambition et accélérer la mise en œuvre.

La feuille de route informera sur les stratégies nationales et locales de développement durable, tout en aidant les acteurs régionaux et internationaux à travailler ensemble pour la paix, la justice et l'inclusion.

La feuille de route est pertinente pour tous les pays ; elle reflète l'universalité de l'Agenda 2030. Chaque pays est confronté à des défis dans la mise en œuvre des cibles ODD16+, mais peut apporter sa contribution en partageant ses connaissances, ses expériences et ses bonnes pratiques.

Elle met l'accent sur les populations et les pays vulnérables, en particulier ceux qui courent le plus grand risque d'être marginalisés en raison de la violence et de l'insécurité, de l'injustice et de l'exclusion et de la mauvaise gouvernance.

L'Agenda 2030 identifie la menace pour le développement que représentent les conflits, l'extrémisme violent, les catastrophes humanitaires et le déplacement forcé de personnes.

La feuille de route souligne donc l'importance de répondre aux besoins des personnes qui vivent dans des zones touchées par les plus hauts niveaux de violence ou par des urgences et des crises complexes.

La feuille de route n'est pas une recette. Chaque pays a son propre contexte et ses propres priorités, et un nombre croissant de pionniers explorent de nouveaux modèles, approches et outils pour construire des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

La feuille de route n'est pas non plus gravée dans le marbre. Les Pathfinders travailleront ensemble à sa mise à jour et révision, afin d'en faire un « document vivant » qui guide le mouvement croissant pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

La feuille de route servira de « station d'accueil », réunissant les partenaires autour d'une vision commune, et chaque partenaire aura pour tâche d'accroître son engagement dans la mise en œuvre.

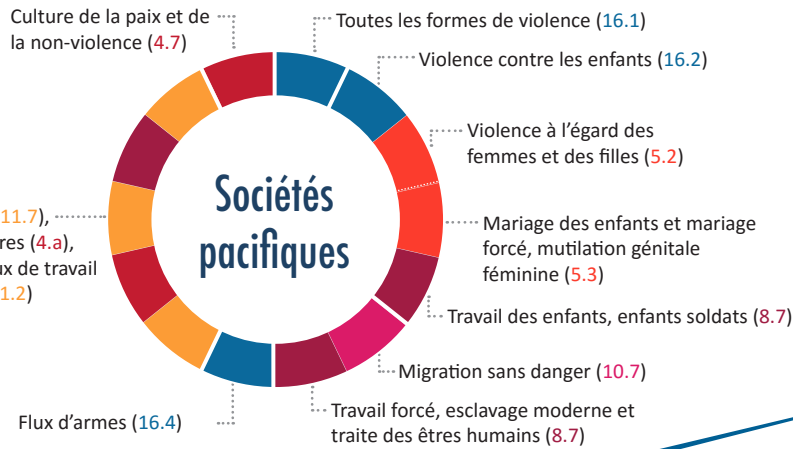
Elle est destinée aux:

- **Décideurs** à tous les niveaux et de tous les secteurs qui sont responsables de la mise en œuvre des cibles ODD16+.
- **Organisations internationales et régionales et partenariats multipartites** qui soutiennent la réalisation d'un ou plusieurs éléments de la feuille de route.
- **Réseaux et organisations de la société civile**, à la fois en tant que promoteurs et étant donné le rôle important qu'ils jouent dans la mise en œuvre directe.
- **Chefs d'entreprise**, compte tenu de l'importance de ODD16+ pour leur domaine d'activité, et du rôle qu'ils peuvent jouer dans la lutte contre la violence et les abus et dans la lutte contre la corruption et contre l'exclusion.
- **Partenariats et réseaux de recherche**, afin de s'assurer que des preuves sont générées pour répondre aux besoins futurs des décideurs.
- **Financeurs**, en particulier ceux qui sont prêts à investir dans l'innovation ou qui s'engagent à élaborer des approches plus stratégiques en matière de paix, de justice et d'inclusion.

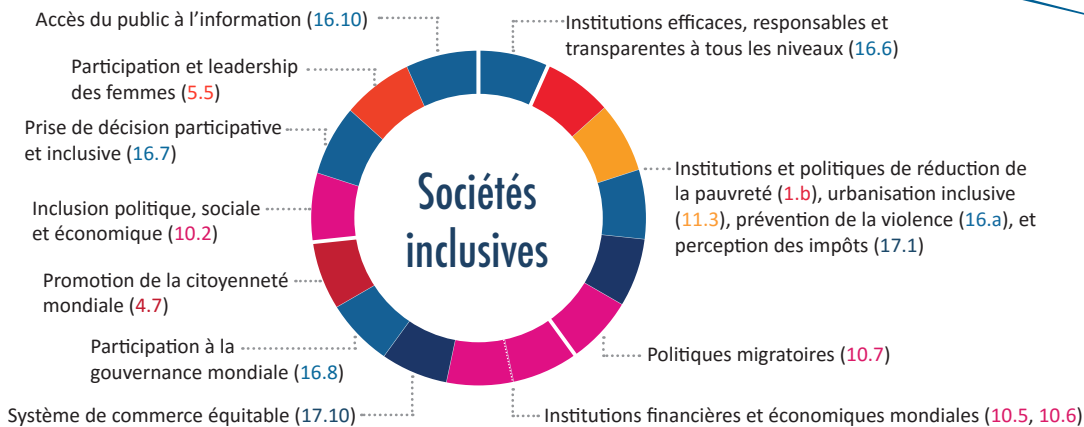
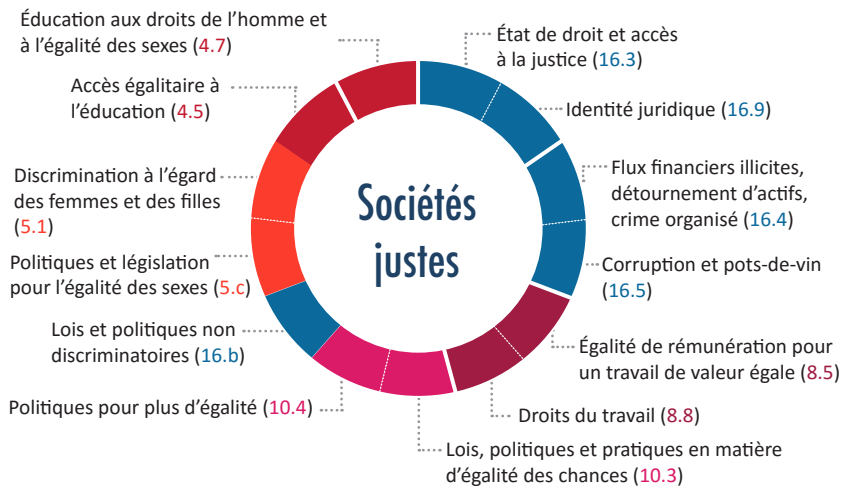
Au cours des prochaines années, les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives vont promouvoir la feuille de route, en travaillant avec tous ceux qui s'attèlent à la mise en œuvre partout dans le monde.

Tous les états membres ainsi que les autres partenaires sont invités à devenir des pionniers en partageant leurs expériences et en apprenant avec les autres.

En travaillant ensemble en groupe, les Pionniers démontreront comment transformer l'ambition des cibles ODD16+ en réalité.



Nous sommes déterminés à promouvoir des sociétés pacifiques, justes et inclusives, exemptes de peur et de violence.



ODD16+ en tant que catalyseur pour faire avancer le développement



Réduire la violence et l'insécurité pour :

- Mettre fin à la pauvreté et à l'inégalité entre les sexes
- Supprimer les obstacles à la santé, à l'éducation, à la prestation de services, et à la croissance économique
- S'attaquer aux crimes environnementaux



Promouvoir les droits, la justice et l'état de droit pour :

- Répartir la prospérité et les richesses
- Atteindre les plus vulnérables et les plus marginalisés
- Augmenter la productivité et l'investissement



Bonne gouvernance et inclusion pour :

- Atteindre tous les objectifs de développement durable
- Renforcer la coopération et surmonter les défis partagés
- Augmenter la capacité de recouvrement des impôts et des recettes

« Il ne peut y avoir de développement durable sans paix ni de paix sans développement durable »

La paix, la justice et l'inclusion créent les bonnes conditions pour le développement durable

Le développement durable contribue à la paix, à la justice et à l'inclusion

Facteurs d'autres ODD qui réduisent les risques et augmentent la résilience

- Réduction de la pauvreté, protection sociale et résilience
- Développement des jeunes enfants, éducation et aptitudes pour la vie de tous les jours
- Accès équitable à la santé, à l'éducation et aux services publics
- Égalité entre les sexes et autonomisation
- Prévention de l'abus d'alcool et de drogues



- Croissance économique inclusive et réduction des inégalités (y compris entre les groupes)
- Opportunités et compétences pour l'emploi, en particulier pour les jeunes
- Accès équitable aux ressources économiques, aux services financiers, aux marchés, à l'énergie et à l'eau
- Urbanisation et infrastructures résilientes



- Résilience climatique et réduction des risques de catastrophe



17 PARTENARIATS POUR LA REALISATION DES OBJECTIFS



- Mobilisation des ressources et renforcement des capacités
- Collaboration multipartite



Stratégies Transformatrices

Les cibles pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives sont **fortement connectées entre elles** et avec les autres SDG. La feuille de route pour les sociétés pacifiques, justes et inclusives énonce les **stratégies transversales** qui servent de base pour l'action et les partenariats.

À une époque de crise croissante et de niveaux de violence inacceptables, un **nouvel engagement dans la prévention** fournira une plate-forme qui permettra aux sociétés et aux citoyens de vivre en paix et de prospérer.

Les institutions ont besoin d'être reconfigurées afin de relever les défis les plus importants pour les populations. Un **renouvellement institutionnel** sera à la base des objectifs pour les populations, la planète, la prospérité et la paix.

De nombreuses personnes se sentent exclues de leur société et de la mondialisation. Une **plus grande intégration** et une meilleure **autonomisation** vont permettre à un plus grand nombre de personnes de travailler ensemble pour un monde meilleur.

Les stratégies **se renforcent** mutuellement. En investissant dans la prévention, en transformant les institutions, en incluant et en autonomisant, nous pouvons faire des **progrès soutenus** vers toutes les cibles pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives, tout en atteignant les populations les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus marginalisées.

Stratégies Transformatrices



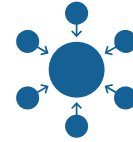
Prévenir

Investir dans la prévention afin que toutes les sociétés et populations puissent atteindre leur plein potentiel.



Renouveler

Transformer les institutions afin qu'elles puissent répondre aux aspirations pour un avenir plus prospère, inclusif et durable.



Impliquer

Inclure et autonomiser les populations afin qu'elles puissent atteindre leur potentiel et travailler pour un avenir meilleur.

Tous les pays doivent réduire la violence et résoudre les conflits de manière pacifique, tout en favorisant activement l'inclusion et en réduisant la polarisation et la méfiance

Des formes de prévention intensives et ciblées sont nécessaires si les risques de violence et d'insécurité augmentent

Même en cas de crise, la prévention doit être une priorité, pour empêcher la situation de s'aggraver et construire des bases pour le développement durable

Le virage vers un chemin plus durable et résilient exige des institutions capables d'accélérer les progrès vers le développement durable

La bonne gouvernance ne doit pas être considérée isolément, mais doit être instaurée dans tous les secteurs et parties de la société

Des approches souples sont nécessaires pour identifier et résoudre les problèmes qui affectent le plus les populations, et pour atteindre les plus marginalisés

L'inclusion sociale, économique et politique est la clé pour favoriser des sociétés pacifiques et pour répondre aux besoins des plus vulnérables

L'inclusion est nécessaire pour la mise en œuvre de toutes les parties du Programme 2030, en défiant tous les secteurs de travailler de manière plus participative et transparente.

Les femmes, les enfants, les jeunes et les groupes exclus doivent être autonomisés afin de pouvoir atteindre leur potentiel en tant qu'acteurs actifs de changement

Prévenir

Investir dans la prévention afin que toutes les sociétés et populations puissent atteindre leur plein potentiel.

La violence est une menace pour toutes les sociétés. Elle tue un demi-million de personnes chaque année et en blesse beaucoup plus.

Son impact dure souvent toute la vie. Les survivants de la violence courent un plus grand risque de suicide et de maladie mentale. Ils ont plus de difficultés pour apprendre à l'école, pour établir des relations et pour trouver un emploi productif.

Au niveau national, l'insécurité nuit à la prospérité, détruit les infrastructures et nuit aux services publics en les privant d'investissement. Les communautés les plus défavorisées sont les plus touchées, la violence accentuant la pauvreté et les inégalités.

Pour construire des sociétés pacifiques, justes et inclusives, nous devons prévenir toutes les formes de violence - dans l'environnement domestique, dans la communauté ou dans la société dans son ensemble.

La prévention est urgente dans les pays confrontés aux risques les plus élevés, où elle contribue à une paix durable et constitue les bases du développement durable.

Mais une prévention efficace ne doit pas se contenter d'éviter les dommages. La violence est un symptôme lié à des échecs dans la façon de traiter les griefs au sein d'une société, de résoudre les conflits de manière pacifique ou de respecter les droits des femmes, des enfants et des groupes vulnérables.

Elle reflète aussi l'incapacité des institutions à garantir un accès plus équitable aux opportunités, aux ressources et au pouvoir, et à identifier et à réagir aux risques susceptibles de provoquer une crise ou une instabilité.

Tous les pays doivent réduire la violence et gérer les conflits de manière pacifique, tout en favorisant activement l'inclusion et en réduisant la polarisation et la méfiance.

Une prévention ciblée est nécessaire lorsque les griefs et l'exclusion augmentent le risque de violence et d'insécurité, et lorsqu'une population est exposée à des cycles répétés de violence.

Même pendant la réponse à une crise, la prévention doit rester une priorité, pour empêcher la situation de s'aggraver et pour construire des bases pour la récupération.

Une prévention efficace :

- Rassembler les partenaires politiques, de développement et de sécurité pour identifier les risques et les aborder le plus tôt possible.
- Visera directement les pires formes de violence, en augmentant la sécurité pour les communautés et les personnes les plus touchées.
- Renforcera les institutions de justice et de sécurité afin que les conflits soient gérés de manière pacifique.
- Augmentera l'inclusion et répondra aux griefs qui compromettent la sécurité.
- Protègera les droits de l'homme, soutiendra l'égalité entre les sexes et promouvra une culture de la paix et de la non-violence.

535,000

vies sont anéanties par la violence chaque année, et de nombreuses personnes souffrent de graves dommages physiques et psychologiques.

10%

de la population mondiale vit dans des pays qui regroupent la moitié de tous ces décès.

8%

Augmentation de 8% des décès violents d'ici 2030 dans le cadre d'un scénario de « statu quo »

65,6 millions

de personnes ont fui leur logement en raison de conflits et de catastrophes.

20 millions

de personnes souffrent actuellement de la famine à cause d'une crise humanitaire engendrée par les conflits et l'insécurité.

14,3 trillions

de dollars US de coûts estimés des conflits, auxquels il faut ajouter les pertes importantes dues à la violence criminelle et interpersonnelle.

Renouveler

Transformer les institutions afin qu'elles puissent répondre aux aspirations pour un avenir plus prospère, inclusif et durable.

Le Programme 2030 est un plan d'action pour transformer notre monde, mais ses objectifs ne se concrétiseront que si nous construisons des institutions capables d'accélérer les progrès vers le développement durable.

Tous les pays sont confrontés à des défis sociaux, économiques et environnementaux qui nécessitent des solutions nouvelles et innovantes.

Les pays ont convenu de mettre fin à la pauvreté et de réduire les inégalités, tout en investissant dans la santé, l'éducation et des services publics de qualité qui permettent aux populations de réaliser leur potentiel.

Ils se sont engagés à construire des bases économiques solides, à faire en sorte que la prospérité soit largement partagée et à répondre aux exigences des marchés et des technologies en évolution rapide.

Ils doivent également transférer leurs économies vers des modes durables de consommation et de production, tout en augmentant la résilience face au changement climatique et aux autres chocs et catastrophes.

Ils doivent également mobiliser les trillions de dollars de ressources qui seront nécessaires pour assurer un avenir plus durable.

Il s'agit de défis de gouvernance. Ils nécessitent une transformation institutionnelle d'une ampleur et d'une ambition qui sont à la hauteur des objectifs eux-mêmes. L'incapacité à renforcer la gouvernance, quant à elle, alimentera les griefs, la violence et les conflits.

Des approches souples sont nécessaires pour identifier et résoudre les problèmes qui affectent le plus les populations, en créant un espace pour expérimenter et tirer des leçons rapidement des succès et des échecs.

Une transformation institutionnelle:

- Construir les capacités aux niveaux infranational, national, régional et mondial pour identifier et résoudre les problèmes qui affectent le plus les populations.
- Stimuler l'innovation et les capacités pour relever les défis nouveaux et émergents tout en créant des plateformes pour une politique et une prise de décision plus participatives, et pour obtenir des retours et tirer des enseignements.
- Augmenter le potentiel pour mobiliser des financements de toutes les sources, publiques et privées, tout en utilisant les ressources efficacement.
- Soutiendra une coopération plus efficace entre les pays pour aborder les menaces et les défis communs.
- Fera en sorte que les institutions atteignent les plus défavorisés tout en permettant aux pays vulnérables de réaliser leurs objectifs de développement durable et de parvenir à une paix durable.

Complexité croissante

- La population mondiale dépassera les 8 milliards d'ici 2030. Un milliard de personnes de plus vivront dans les villes
- L'économie mondiale a plus que doublé en taille depuis l'accord des OMD
- La technologie entraîne des changements sociaux et économiques rapides

Aspirations croissantes

- Plus de 3 milliards de personnes ont maintenant rejoint la classe moyenne mondiale
- Les médias et les réseaux sociaux ont considérablement augmenté la surveillance des gouvernements
- Les jeunes sont de plus en plus connectés au-delà des frontières

Nouvelles opportunités

- Une plus grande diversité d'approches et de modèles nationaux
- Un nombre croissant de citoyens éduqués et actifs
- La technologie offre de nouveaux outils pour gérer les sociétés et les économies

Impliquer

Inclure et autonomiser les populations afin qu'elles puissent atteindre leur potentiel et travailler pour un avenir meilleur.

Dans le monde entier, les sociétés doivent s'efforcer davantage pour répondre aux aspirations de leurs citoyens pour un avenir meilleur et pour répondre aux disparités en termes d'opportunités, de richesse et de pouvoir qui constituent des obstacles au développement durable.

L'exclusion et l'injustice sont les moteurs de la violence et de l'insécurité. Elles représentent aussi un gaspillage d'énergie et de talent.

Peu de pays autonomisent pleinement les femmes et les filles, et de nombreux jeunes se sentent incapables de contribuer pleinement à la création d'un monde meilleur.

D'autres groupes sont confrontés à une discrimination intrinsèque, que ce soit en raison de la race, de la couleur, du sexe, de la langue, de la religion, de l'opinion politique ou autre, de l'origine nationale ou sociale, de la propriété, de la naissance, du handicap ou de tout autre statut.

L'inclusion sociale, économique et politique est la clé pour favoriser des sociétés plus pacifiques.

Une meilleure inclusion est essentielle à la défense des droits de l'homme, au respect de l'égalité des sexes et à l'accès à la justice pour tous.

Elle fera en sorte aussi que personne ne soit laissé pour compte, avec un impact profond sur la vie de ceux qui estiment qu'ils ont été abandonnés par la société.

Et l'inclusion créera des opportunités plus significatives pour que les individus puissent façonner un avenir plus durable, et puissent exploiter leur énergie, leurs idées et leur créativité.

Des politiques et des approches inclusives sont nécessaires pour la mise en œuvre de toutes les parties du programme 2030.

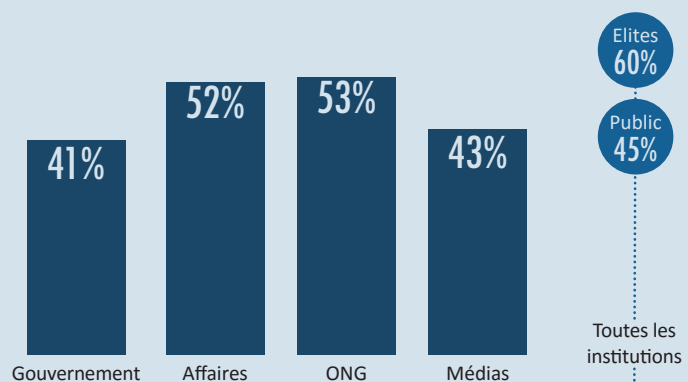
Une plus grande inclusion :

- Encourage tous les secteurs à travailler de manière plus participative et transparente.
- Doit être basée sur des lois, des politiques et des pratiques non discriminatoires et une participation politique de tous les groupes.
- Offrira des possibilités de participation à la prise de décision et à l'engagement actif dans la mise en œuvre du Programme 2030.
- Doit autonomiser les femmes, les enfants, les jeunes et les groupes exclus, en renforçant la cohésion sociale et en leur permettant d'atteindre leur potentiel en tant qu'acteurs de changement.
- A une forte dimension économique, compte tenu de la nécessité d'une croissance inclusive et de meilleures opportunités économiques.
- Doit renforcer les réseaux et accroître l'espace de la société civile.
- Doit investir dans les infrastructures et les technologies qui renforcent la cohésion sociale et offrent des possibilités d'inclusion pour les plus défavorisés.

Une crise de confiance

Les données d'enquête montrent l'existence d'une perte critique de confiance dans les institutions. Une enquête auprès de 28 pays montre que la confiance dans les gouvernements s'est affaiblie, mais les entreprises et les organisations non gouvernementales font également face à un déficit de confiance. Un grand nombre de personnes ont peur du rythme de l'innovation, de la rapidité de la mondialisation, de l'érosion des valeurs sociales et de la menace que représente la corruption. Il y a un fossé croissant en termes de confiance entre le grand public et l'élite formée des 10-15% les plus riches.

Baromètre de confiance Edelman 2017





Actions Catalytiques

La feuille de route identifie neuf **actions catalytiques** qui aideront à lancer la transformation nécessaire pour faire des cibles ODD16+ une réalité. Dans chacun de ces domaines, il existe un fort potentiel pour **accélérer la mise en œuvre** en fonction des données et des expériences existantes.

Les succès actuels renforceront les trois stratégies et permettront de faire des progrès vers plusieurs cibles ODD16+. Cela **renforcera l'idée** que les premiers résultats peuvent être atteints et permettra de **continuer à investir** dans « ce qui fonctionne » pour faire avancer la mise en œuvre.

Les actions catalytiques mettent l'accent sur la nécessité d'intensifier les efforts visant à mettre fin à la violence à l'égard des **femmes**, des **enfants** et des **groupes vulnérables**, et d'identifier les possibilités de réduire la **violence urbaine** et de construire des villes plus sûres.

Les sociétés pacifiques, justes et inclusives doivent atteindre les pays et les communautés **les plus défavorisés**, y compris les personnes les plus touchées par la violence et les conflits, tout en protégeant les **droits de l'homme** et en promouvant **l'égalité entre les sexes**.

L'identité juridique constitue la base de sociétés justes et inclusives, tandis que **l'autonomisation juridique** permettra aux individus de jouer un rôle à part entière, en tant **qu'acteurs du changement** pour un avenir plus durable.

Des **gouvernements plus ouverts et réactifs** auront de plus grandes chances d'atteindre les objectifs de développement durable. Une réduction significative de la **corruption** et des **flux illicites** permettra la construction de sociétés plus justes, inclusives et pacifiques.

Actions Catalytiques

1

Accroître la prévention de la violence à l'égard des femmes, des enfants et des groupes vulnérables

Nous comprenons de plus en plus ce qui fonctionne pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des enfants et nous sommes dans l'obligation de lutter contre l'esclavage moderne, la traite des êtres humains, le travail des enfants et les autres formes d'abus.

Cibles

16.1, 16.2, 16.a, 4.7, 5.2, 5.3, 8.7

4

Améliorer la justice et augmenter l'autonomisation juridique

Nous avons l'occasion de promouvoir l'état de droit et d'accroître l'accès à la justice dans tous les pays, ce qui aura un impact significatif sur les populations les plus vulnérables et marginalisées.

Cibles

16.3

7

L'identité juridique et l'enregistrement des naissances pour tous

L'enregistrement universel des naissances et l'identité juridique solide pour tous aideront les gens à sécuriser leurs droits et à jeter les bases pour la mise en œuvre du Programme 2030 pour les populations les plus marginalisées.

Cibles

16.9

2

Construire des villes sûres, inclusives et résilientes

Les villes peuvent prendre des mesures pour renforcer la sécurité et améliorer la cohésion de la communauté, libérant l'innovation nécessaire à la réalisation du Programme 2030. Une urbanisation mal planifiée pourrait créer de nouveaux risques.

Cibles

4.a, 8.8, 11.1, 11.2, 11.3, 11.7

5

Engagement pour un gouvernement ouvert et réactif

L'Agenda 2030 offre une plateforme pour créer des institutions efficaces, responsables et transparentes et pour accroître leur capacité à répondre aux besoins des populations et à respecter leurs droits.

Cibles

16.6, 16.8, 1.b, 10.4, 17.1

8

Donner aux individus les moyens de devenir des acteurs du changement

L'inclusion doit être un processus actif, apportant aux gens des opportunités tangibles pour une participation significative dans leurs sociétés et qui transforme leur relation avec leurs gouvernements.

Cibles

16.7, 16.10, 16.b, 4.7, 5.5, 10.2, 10.7

3

Prévention ciblée pour les pays et les communautés qui sont les plus susceptibles d'être laissés pour compte

Tous les pays doivent s'engager activement en faveur de la prévention, mais un soutien supplémentaire et urgent est nécessaire pour les pays les plus pauvres et les plus vulnérables pour la mise en œuvre du Programme 2030.

Cibles

16.1, 16.6, 16.a, 4.7

6

Réduire la corruption et les flux financiers et d'armes illicites

La lutte contre la corruption, la lutte contre les flux financiers et d'armement illicites et le renforcement du recouvrement d'avoirs volés contribueront à la réalisation de tous les objectifs de développement durable.

Cibles

16.4, 16.5, 16.6, 10.5, 10.6, 17.10

9

Respecter les droits de l'homme et promouvoir l'égalité entre les sexes

Une action précoce sur les droits et l'égalité est nécessaire pour créer des sociétés pacifiques, justes et inclusives, et pour apporter au Programme 2030 une vision tournée vers les personnes.

Cibles

16.b, 1.b, 4.5, 4.7, 5.1, 5.5, 5.c, 8.5, 8.8, 10.3, 10.4, 10.7

Les actions catalytiques ne sont pas classées par priorité. Les cibles pertinentes sont proposées pour chaque action, mais la liste n'est pas exhaustive

1 Accroître la prévention de la violence à l'égard des femmes, des enfants et des groupes vulnérables

Nous comprenons de plus en plus ce qui fonctionne pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des enfants et nous avons l'obligation de lutter contre l'esclavage moderne, la traite des êtres humains, le travail des enfants et les autres formes d'abus.



Prévenir

La sécurité des femmes et des enfants constitue une base pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives.



Renouveler

Des partenariats innovants pour la prévention unissent tous les secteurs et membres de la société.



Impliquer

La prévention de la violence permet une inclusion significative de ceux qui sont les plus défavorisés.

Les femmes et les enfants sont victimes d'une épidémie de violence, un tiers des femmes et la moitié des enfants sont touchés à l'échelle mondiale.

La violence est une raison centrale pour laquelle tant de femmes et d'enfants sont laissés pour compte. L'impact sur la santé et le bien-être est dramatique, tandis que la violence et la peur de la violence empêchent beaucoup de femmes et d'enfants d'avoir un rôle à part entière dans leur société.

Les droits des femmes et des enfants à vivre sans crainte et sans violence sont reconnus dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que ses protocoles facultatifs et d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme.

L'Agenda 2030 fixe des cibles pour tous les pays afin d'intensifier toutes les actions qui visent à mettre fin à la violence et à respecter ces droits. Il met également l'accent sur des formes spécifiques d'abus, telles que le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines et le travail des enfants, ainsi que sur les efforts pour mettre fin à la traite et à l'esclavage moderne.

Mais il existe des preuves de plus en plus évidentes que la violence à l'égard des femmes et des enfants peut être évitée, y compris par leur participation active et leur leadership, et par l'engagement des hommes et des garçons.

Nous avons l'occasion d'élargir les politiques et les programmes qui ont déjà fait leurs preuves, tout en répondant aux besoins des personnes touchées par la violence et en les protégeant de toute autre maltraitance.

1. Utiliser le cadre de l'ONU à l'échelle du système pour soutenir l'action visant à prévenir la violence à l'égard des femmes afin d'orienter les pays et les régions pour qu'ils s'acquittent de leurs engagements de mettre fin à la violence.
2. Soutenir l'action des pays pour mettre fin à la violence contre les enfants, conformément aux programmes et aux normes des Nations Unies, en utilisant les stratégies INSPIRE élaborées par l'ONU, la Banque mondiale et d'autres partenaires internationaux, avec le Partenariat mondial pour mettre fin à la violence contre les enfants en tant que plateforme.
3. Augmenter le nombre de pays qui développent et mettent en œuvre des plans d'action nationaux fondés sur des données probantes et qui établissent des objectifs ambitieux pour réduire la violence à l'égard des femmes et des filles et pour lutter contre les abus spécifiques identifiés dans l'Agenda 2030.
4. Élaborer un plan d'action pour éradiquer le travail forcé, l'esclavage moderne, la traite des êtres humains et le travail des enfants, avec l'Alliance 8.7 et d'autres partenariats offrant une plateforme pour une action accélérée.
5. Renforcer le rôle du secteur privé dans la lutte contre la traite et le travail forcé, par le biais du Forum on Business and Human Rights de l'ONU, ainsi que d'autres organes.
6. Se diriger vers les plus vulnérables à la violence, y compris les personnes en migration, les femmes et les enfants touchés par les conflits, et les personnes handicapées.
7. Accroître la coordination et les liens entre les programmes de prévention pour les femmes, les enfants et les groupes vulnérables.



Suède

La Suède a le premier gouvernement féministe au monde et est déterminée à ce que toutes les femmes et les filles vivent sans violence. Elle fut le premier pays à interdire les châtimens corporels. Elle a récemment publié une feuille de route pour protéger les enfants contre la traite, l'exploitation et les abus sexuels.



Royaume-Uni

Le Royaume-Uni a réalisé une estimation sans précédent qui a révélé que le pays abritait entre 10 000 et 13 000 victimes d'esclavage moderne. Son Modern Slavery Act, la première législation de ce genre dans le monde, a durci les sanctions pour les maîtres esclaves et a renforcé les services de police et la transparence des entreprises à propos de l'esclavage dans leurs chaînes d'approvisionnement mondiales. Le soutien aux victimes a été amélioré et un commissaire indépendant à l'esclavage a été nommé. L'esclavage est un problème mondial et le Premier ministre britannique s'est engagé à mener une « approche globale pour anéantir ce modèle d'entreprise international vil et systématique à sa source et en transit ».



Indonésie

En 2016, le gouvernement de l'Indonésie a lancé la première stratégie nationale pour l'élimination de la violence contre les enfants. La stratégie est complétée par le programme phare 3Ends (mettre fin au trafic, mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des enfants et mettre fin aux obstacles à la justice économique pour les femmes).

INSPIRE - Sept stratégies pour mettre fin à la violence contre les enfants.

I - Mise en oeuvre et application des lois

N - Normes et valeurs

S - Sécurité des environnements

P - Appui aux parents et aux personnes ayant la charge des enfants

I - Revenus et renforcement économique

R - Services de lutte et d'appui

E - Éducation et savoir faire pratiques

Alliance 8.7

Un partenariat mondial pour éradiquer le travail forcé, l'esclavage moderne, la traite des êtres humains et le travail des enfants. Il réunit des partenaires pour s'engager à agir aux niveaux national, régional et mondial.

Le partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants

Un partenariat mondial pour prévenir et faire face à la violence, protéger l'enfance et rendre les sociétés plus sûres pour les enfants.

L'Indonésie et la Suède sont des pays pionniers pour le Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants, qui fait partie d'un groupe croissant de pays qui révèle une accélération des progrès dans le domaine de la lutte contre la violence.

2 Construire des villes sûres, inclusives et résilientes

Les villes peuvent prendre des mesures pour renforcer la sécurité et améliorer la cohésion de la communauté, libérant l'innovation nécessaire à la réalisation de l'Agenda 2030. Une urbanisation mal planifiée pourrait créer de nouveaux risques.



Prévenir

L'augmentation de la sécurité urbaine contribue de manière significative à la diminution de la violence mondiale.



Renouveler

Les autorités locales et les dirigeants des villes à l'origine de nouvelles approches concernant la sécurité urbaine et la cohésion sociale.



Impliquer

Les ressources et les capacités accrues pour les communautés pour prévenir la violence et augmenter leur participation.

De nombreuses villes souffrent de niveaux très élevés de criminalité, de violence et d'insécurité, les communautés les plus touchées sont souvent isolées, stigmatisées et privées d'investissements, d'opportunités et de services.

Alors que la plupart des victimes d'homicides dans les villes sont des jeunes hommes, des femmes et des filles subissent également des violences et des abus à un niveau élevé, chez elles, dans les espaces publics et lorsqu'elles se rendent au travail et à l'école.

Les villes sont également confrontées à des risques et des défis émergents. Si elle est mal planifiée, une urbanisation rapide peut conduire à des logements et des infrastructures inadéquats et dangereux, et à l'enracinement de l'exclusion et des inégalités.

Mais certaines villes ont connu des améliorations considérables en matière de sécurité publique, avec les dirigeants des villes à l'origine de solutions novatrices pour la paix, la justice et l'inclusion.

La sécurité urbaine exige des stratégies fondées sur des données probantes et intégrales qui réduisent directement les niveaux de criminalité et de violence. Celles-ci devraient être combinées à des approches à plus long terme pour renforcer les communautés, renforcer la cohésion sociale et accroître l'efficacité et la responsabilité des autorités de sécurité et de justice.

Ces actions soutiennent la mise en œuvre du Nouveau Programme urbain, en particulier l'engagement de promouvoir « un environnement sûr, sain, inclusif et sécurisé dans les villes et les établissements humains, pour vivre, travailler et participer à la vie urbaine sans crainte de violence ou d'intimidation ».

1. Augmenter le nombre de villes qui ont fixé des objectifs pour réduire la violence, et renforcer la capacité des villes à mettre en œuvre des stratégies de prévention axées sur les personnes et les communautés qui connaissent les plus hauts niveaux de violence.
2. Mettre en œuvre une approche globale pour réduire le harcèlement sexuel et la violence dans les espaces publics et les transports.
3. Augmenter l'impact préventif des investissements urbains dans les infrastructures et l'environnement bâti; santé et éducation; compétences et création d'emplois; et d'autres services dans le cadre d'un engagement plus large à rendre les villes inclusives, sûres, résilientes et durables.
4. Répondre aux besoins de développement des jeunes hommes et femmes vulnérables dans les communautés les plus touchées par la violence, y compris les établissements informels, tout en soignant leurs traumatismes et en les protégeant de la stigmatisation.
5. Renforcer le leadership pour la prévention dans les villes, en s'appuyant sur tous les secteurs et renforcer les liens entre la police et les autres institutions de sécurité et de justice et les communautés marginalisées.
6. Finaliser, diffuser et renforcer les Lignes directrices à l'échelle du système des Nations Unies pour des villes plus sûres, en tenant compte des normes existantes de l'ONU sur la violence et la prévention du crime.
7. Explorer le potentiel d'une nouvelle Initiative de partenariat mondial pour des villes plus sûres, et travailler avec les réseaux existants de maires et autres dirigeants de villes afin d'accroître l'apprentissage entre les villes.



Canada

Le réseau municipal canadien en prévention de la criminalité rassemble les municipalités canadiennes pour prévenir et réduire la criminalité et pour favoriser la sécurité et le bien-être communautaire. Le réseau renforce les capacités de ses 18 membres, qui abritent plus de 30% de la population canadienne, et constitue un forum pour le partage et le développement de connaissances, d'expertise et de vision. En partenariat avec l'Université d'Ottawa, et avec le soutien financier et la collaboration du gouvernement du Canada, il utilise des données factuelles pour prévenir le crime et la victimisation, en impliquant tous les secteurs qui sont capables de s'attaquer aux causes profondes de la criminalité et de la violence.

Mexique

En 2016, le gouvernement du Mexique a créé le Réseau mexicain pour des villes plus sûres, en promouvant des villes plus sûres et plus inclusives pour tous les habitants. Le réseau vise à améliorer la qualité des espaces publics et à éradiquer la violence et la criminalité dans ces espaces. Il s'appuie sur les meilleures preuves en matière de prévention, tout en générant des solutions locales innovantes, en renforçant les partenariats urbains, en établissant des liens avec les administrations fédérales et nationales et en aidant les populations vulnérables. Le Mexique a également accueilli le forum mondial pour des villes sûres pour les femmes et les filles en 2017, tandis que Mexico a lancé le #NoEsDeHombres pour lutter contre le harcèlement sexuel dans les transports publics.

Guatemala

La ville de Guatemala a lancé son programme Villes sûres et Espaces publics sûrs en janvier 2016 en partenariat avec le cabinet du maire, les organisations de femmes, le gouvernement espagnol, les agences des Nations Unies et d'autres partenaires. Le programme promeut une approche intégrée pour assurer la sécurité, l'autonomisation et la durabilité des villes et des espaces publics pour les femmes et les filles. À la suite d'un processus d'élaboration participatif, le programme a été incorporé au plan municipal, tandis que le harcèlement sexuel contre les femmes dans les espaces publics fait partie de la Politique nationale sur la violence à l'égard des femmes et des filles.

Colombie

Les villes de Colombie sont à l'avant-garde de l'innovation en matière de sécurité citoyenne. En 2014, Bogotá est devenue la première ville d'Amérique latine à mettre en place Safetipin, une application Smartphone sur carte et gratuite qui vise à rendre les villes plus sûres pour les femmes. L'application fournit aux citoyens, aux gouvernements, aux universités et au secteur privé des informations à jour sur les perceptions de la sécurité des citoyens. Bogotá et Villavicencio ont maintenant annoncé leur participation à l'Initiative mondiale Villes sûres et Espaces publics sûrs, rejoignant la ville de Medellín qui a lancé son programme en 2015.

L'Initiative mondiale Villes sûres et Espaces publics sûrs

Avec un soutien technique de la part d'ONU Femmes, et en collaboration avec la société civile, les partenaires donateurs, les agences des Nations Unies, les autorités locales et le secteur privé, près de 30 villes à travers le monde élaborent et mettent en œuvre des programmes complets pour prévenir et répondre au harcèlement sexuel et à d'autres formes de violence sexuelle contre les femmes et les filles dans les espaces publics, dont les impacts peuvent être évalués.

Initiative de partenariat mondial pour des villes plus sûres

Un nouveau partenariat qui rassemblera des partenariats et des réseaux existants, renforcera les forums régionaux et nationaux de sécurité publique et développera City Labs pour promouvoir une expérimentation localisée pour prévenir et réduire la violence et la criminalité.

3

Prévention ciblée pour les pays et les communautés qui sont les plus susceptibles d'être laissés pour compte

Tous les pays doivent s'engager activement en faveur de la prévention, mais un soutien supplémentaire et urgent est nécessaire pour les pays les plus pauvres et les plus vulnérables pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030.



Prévenir

Une prévention ciblée de la violence permettra au développement durable d'atteindre les plus défavorisés.



Renouveler

Les pays vulnérables ont besoin d'institutions efficaces et réactives pour répondre aux aspirations de leur population.



Impliquer

Les processus inclusifs permettront aux groupes marginalisés de jouer un rôle à part entière dans le développement national.

L'Agenda 2030 tient compte des défis particuliers auxquels sont confrontées les communautés et les pays les plus vulnérables, dans le cadre de son engagement à atteindre les plus marginalisés.

Pour des centaines de millions de personnes, la voie du développement durable est bloquée par la violence, l'insécurité et l'injustice, alors que leur vie est façonnée par les disparités en termes d'opportunités, de richesse et de pouvoir.

Certaines personnes vivent dans des sociétés qui ont été ou continuent d'être touchées par des conflits. Pour elles, le développement est essentiel pour soutenir une paix plus durable, ce qui leur permettrait de bénéficier de toutes les parties de l'Agenda 2030.

Pour tous les pays et communautés vulnérables, des approches de développement axées sur une analyse des risques sont nécessaires pour accroître la résilience et s'attaquer à l'exclusion et à la polarisation.

La prévention doit toujours être guidée et doit être dans les mains des pays et des communautés les plus défavorisés, avec le soutien de la communauté internationale.

Une politique plus légitime et inclusive constituera les bases d'une meilleure gouvernance et de modèles de développement plus durables.

Une action globale et régionale est importante pour aider à créer les conditions de la paix, de la justice et de l'inclusion, tandis que la coopération et les financements internationaux soutiendront les pays les plus vulnérables alors qu'ils investissent dans des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

1. Intensifier le soutien aux pays vulnérables alors qu'ils élaborent leurs stratégies et leurs plans pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030.
2. Une analyse renforcée pour permettre de cartographier les risques et les schémas d'exclusion, avec des mécanismes pour éclairer l'élaboration des politiques et pour un engagement rapide.
3. Répertorier les risques pour les pays et les communautés vulnérables liés aux groupes de crime organisé et mettre en œuvre des politiques visant à réduire ces risques.
4. Mettre en œuvre des initiatives de prévention ciblées afin de réduire rapidement la violence dans les pays les plus vulnérables et de s'attaquer aux causes profondes des conflits.
5. Investir dans l'inclusion sociale, économique et politique, et dans la prestation de services et d'autres politiques et programmes pour traiter les griefs avant que ne débute la violence.
6. Utiliser le dialogue et les processus nationaux pour encourager la réconciliation et la justice transitionnelle, avec un rôle accru pour les femmes et les jeunes.
7. Soutenir les actions régionales et mondiales pour créer un environnement propice au développement durable dans les pays qui connaissent des niveaux élevés de violence et d'insécurité.
8. Favoriser les partenariats entre les acteurs en utilisant des instruments humanitaires, de développement et de consolidation de la paix civile, basés sur une analyse conjointe et participative du contexte, dans le but d'assurer la mise en œuvre intégrale de l'Agenda 2030 dans les pays les plus vulnérables.



Sri Lanka

Le Groupe de travail du Sri Lanka sur les mécanismes de réconciliation a été nommé par le Premier ministre. Son approche était axée sur les victimes et tous les membres étaient issus de la société civile. Le Groupe de travail a entrepris une large consultation pour déterminer les mécanismes de justice transitionnelle pour la vérité, la justice, les réparations et la non-réurrence. Sur la base de plus de 7 000 participations du public, il a remis son rapport final au gouvernement, qui l'étudie actuellement pour la mise en œuvre.

République centrafricaine

Depuis son élection à la magistrature suprême du pays en mars 2016, le président Faustin Archange Touadera et son gouvernement ont formulé et mis en œuvre une stratégie nationale de reconstruction, le Plan de réhabilitation et de consolidation de la paix. Le plan vise à réduire l'instabilité et à prévenir la violence afin de reconstruire les institutions, d'améliorer la prestation des services publics et de créer des conditions pour le développement à long terme. La communauté internationale a fortement soutenu sa mise en œuvre, afin de stabiliser le pays, d'éradiquer la violence et de créer des bases pour la reprise économique et le développement humain durable. Le gouvernement compte beaucoup sur un soutien plus efficace de la communauté internationale.

Timor-Leste

Le Timor-Leste a élaboré une feuille de route pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030, basé sur son Plan de développement stratégique national 2011-2030, qui décrit un chemin clair pour passer de la transition à la résilience d'ici 2030. Le plan se distingue en mettant l'accent sur des institutions efficaces, parallèlement à un engagement à la coopération internationale et à des échanges intensifs avec d'autres pays.

g7+

Le g7+ est un organisme bénévole intergouvernemental réunissant des pays qui sont confrontés à un conflit actif ou qui ont eu une expérience récente de conflit et d'instabilité. Ses membres reconnaissent que la paix et la résilience sont les précurseurs du développement et s'engagent à adapter les ODD à leurs besoins. Ils forment une coopération pionnière entre les pays vulnérables et insistent sur le besoin de soutien des partenaires de développement, prévisible, flexible et adapté au contexte, afin de contribuer efficacement à la transition vers la paix et à la résilience du pays.

4

Améliorer la justice et augmenter l'autonomisation juridique

Nous avons l'occasion de promouvoir l'état de droit et d'accroître l'accès à la justice dans tous les pays, ce qui aura un impact significatif sur les populations les plus vulnérables et marginalisées.

Prévenir

Aborder les griefs, en réduisant le risque de violence et en luttant contre l'impunité.

Renouveler

Les institutions de justice et de sécurité deviennent plus accessibles et plus réactives.

Impliquer

Les personnes peuvent revendiquer leurs droits ce qui leur permet d'atteindre leur plein potentiel.

La majorité de la population mondiale ne peut pas compter sur la pleine protection de la loi. Bien que de nombreux pays aient pris des mesures pour accroître l'accès à la justice, l'accès universel est hors de portée au vu des tendances actuelles. Nous pouvons accélérer les progrès si nous:

- Comprenons pourquoi les femmes et les hommes ont besoin de la justice et s'ils croient qu'ils sont traités équitablement lorsqu'ils font appel à des services juridiques ou judiciaires.
 - Les habilitons à utiliser et à façonner la loi de manière à éliminer les obstacles à l'amélioration de leur condition et de celle de leurs familles et de leurs communautés.
 - Mettons l'accent sur les besoins des victimes et les témoins de crimes violents dans le système judiciaire, en particulier les femmes, les enfants et les groupes vulnérables.
 - Permettons aux populations d'accéder à la justice pour les affaires civiles, y compris celles liées à la terre et aux biens, au droit de la famille, à la santé et au travail.
 - Soutenons les mécanismes de résolution alternative pour résoudre les différends en dehors du système judiciaire officiel dans la mesure du possible, et permettre ainsi aux tribunaux de se concentrer sur des cas plus graves.
 - Garantissons l'indépendance et la transparence judiciaires et rendons les institutions de justice et de sécurité plus inclusives, plus transparentes et plus efficaces.
- Le secteur de la justice a longtemps été négligé et sous-financé. Cependant, il s'agit d'un domaine où l'innovation est croissante et dans lequel de nombreux pays font preuve de leadership.
1. Effectuer régulièrement des enquêtes pour obtenir des données sur les besoins en droit, les taux de victimisation et la confiance dans les institutions de justice et de sécurité.
 2. Développer une stratégie pour améliorer l'accès à l'aide juridique et à l'assistance en matière civile et pénale, en s'appuyant sur les Principes et lignes directrices de l'ONU sur l'accès à l'aide juridique et l'Étude mondiale sur l'aide juridique du PNUD / ONUDC.
 3. Augmenter la capacité des institutions de justice et de sécurité pour qu'elles fonctionnent tout en tenant compte d'éléments factuels concernant la prévention de la violence, de façon à renforcer la confiance, la légitimité et la reddition de comptes.
 4. Étendre et améliorer les services fournis par les entités juridiques et judiciaires au niveau de la communauté, tout en augmentant l'utilisation des tribunaux mobiles, les mécanismes informels de règlement des différends et d'autres approches rentables, conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme.
 5. Renforcer la justice administrative, y compris l'accès aux mécanismes de réparation et de plainte, et faciliter la capacité des gens à revendiquer leurs droits en matière de santé, d'éducation, de terres et de ressources naturelles.
 6. Soutenir les processus de justice transitionnelle pour garantir la vérité, la justice, les réparations et les garanties de non-récurrence pour les victimes de conflits ou de violations des droits de l'homme à grande échelle, et investir dans les efforts visant à prévenir la récurrence.
 7. Utiliser davantage le Partenariat pour un gouvernement ouvert (OGP) et d'autres plateformes nationales, régionales et mondiales pour renforcer les institutions de justice et de sécurité et accroître l'autonomisation juridique, tout en créant des outils et des ressources pour soutenir ceux qui travaillent sur l'autonomisation juridique.



Guatemala

La Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) est une initiative guatémaltèque établie conjointement avec l'ONU pour aider les institutions de l'État à enquêter, poursuivre et punir les personnes responsables ou associées à des structures criminelles. De 2007 à 2017, elle a permis de démanteler des réseaux de corruption impliquant des hauts fonctionnaires et des membres du secteur privé. La CICIG a proposé des mesures qui renforceront la législation et les institutions, tandis que le gouvernement veille à ce que le secteur de la justice puisse garantir la justice pour tous au Guatemala.

Les Pays-Bas

Aux Pays-Bas, l'accès à la justice est facilité par des centres d'aide juridique établis dans la plupart des municipalités à travers le pays, qui offrent des conseils juridiques professionnels et gratuits. Des solutions à des problèmes à caractère juridique peuvent également être recherchées grâce à une plate-forme en ligne innovante appelée « Guide de la justice », qui fournit aux citoyens des outils permettant de gérer efficacement et de manière abordable leurs problèmes juridiques, tels que les divorces, à leur propre rythme. Les Pays-Bas continuent également à soutenir les investigations et la lutte contre les atrocités de masse et les autres crimes internationaux graves et participent activement à l'initiative pour un traité multilatéral sur l'entraide judiciaire et l'extradition pour de tels crimes.

Argentine

L'Argentine compte plus de 80 centres offrant des services juridiques et communautaires complets aux communautés défavorisées. Chaque centre possède une équipe d'avocats, de psychologues, de travailleurs sociaux et de médiateurs communautaires. Certains centres offrent également un accès aux services de protection sociale tout en coopérant avec des organismes publics tels que l'Administration nationale de la sécurité sociale. En outre, les bureaux des défenseurs publics, les écoles de droit et les associations de barreau aident à fournir une représentation juridique pro bono pour les affaires civiles qui ne sont généralement pas prises en charge par des avocats privés. Le réseau vise à soutenir 400 000 personnes en 2017 et est complété par le programme El Estado de tu Barrio (l'état de votre quartier).

Sierra Leone

La Sierra Leone a intensifié ses efforts pour construire un système judiciaire qui répond aux besoins des populations et sous-tend le développement futur du pays. Elle a ciblé les groupes exclus en créant un Conseil d'aide juridique, en employant des tribunaux mobiles dans des zones sans structures juridiques permanentes et en renforçant les systèmes de justice non officiels. Les retards ont été réduits et le ministère de la Justice s'est engagé à accroître le financement et à veiller à ce que les habitants comprennent leurs droits et la manière dont le système juridique fonctionne.

Namati

Un mouvement mondial de défenseurs légaux qui donnent aux populations le pouvoir de comprendre, d'utiliser et de façonner la loi.

Réseau international d'aide juridique

Formé en réponse à l'étude mondiale sur l'aide juridique. Son but est d'informer, de soutenir et d'habiliter les fournisseurs d'aide juridique dans le monde entier.

Le point focal mondial pour la police, la justice et le service correctionnel

Unifie le travail de l'ONU pour renforcer l'état de droit dans les domaines de la police, de la justice et des services correctionnels dans certains des endroits les plus insécurisés au monde.

Forum mondial sur le droit, la justice et le développement

Réseau multipartite qui vise à générer des solutions juridiques innovantes nécessaires pour mettre en œuvre les ODD.



5

Engagement pour un gouvernement ouvert et réactif

L'Agenda 2030 offre une plateforme pour créer des institutions efficaces, responsables et transparentes, et pour accroître leur capacité à répondre aux besoins des populations et à respecter leurs droits.



Prévenir

Les institutions ont augmenté leurs capacités pour prévenir la violence et pour gérer les risques.



Renouveler

Les gouvernements ont de plus grandes capacités pour mettre en pratique les projets de l'Agenda 2030.



Impliquer

Mène à une participation plus importante et à des partenariats plus inclusifs.

L'Agenda 2030 offre aux gouvernements l'occasion de démontrer qu'ils peuvent apporter les changements transformateurs requis pour mettre en œuvre les 17 objectifs de développement durable.

La réussite nécessite de réimaginer le rôle du gouvernement, une ouverture à de nouvelles idées et méthodes, une approche tournée vers les plus marginalisés et une réactivité accrue pour répondre aux aspirations des citoyens pour l'avenir.

S'appuyant sur leur expérience des Objectifs du Millénaire pour le développement, les gouvernements ont entamé le processus de renforcement de leurs stratégies nationales de développement, de participation croissante à la prise de décision et de mobilisation de partenariats et de ressources nécessaires pour répondre à la portée de l'Agenda.

Les plateformes universelles permettent aux gouvernements de prendre des engagements ambitieux et de travailler ensemble pour renforcer les institutions. La Déclaration du gouvernement ouvert a été signée par 75 pays, avec des plans d'action permettant aux gouvernements de travailler avec les citoyens pour établir des priorités concernant les réformes qui permettront à un pays de relever les défis les plus urgents.

Une collaboration plus étroite est nécessaire entre le gouvernement central, les autorités infranationales et les gouvernements locaux, permettant des réponses décentralisées qui apportent des résultats positifs aux populations dans leurs communautés.

Il est également nécessaire de mettre l'accent sur la création d'institutions efficaces, responsables et transparentes dans les États ayant les capacités les plus faibles, y compris ceux qui sont exposés aux risques de désastres, de crises et de conflits.

1. Promouvoir le partage d'expériences entre les pays en ce qui concerne les modifications institutionnelles pour la mise en œuvre des ODD, pour augmenter ainsi la capacité de mise en œuvre de l'Agenda 2030.
2. Par le biais du Comité d'experts de l'ONU sur l'administration publique et d'autres organismes, élaborer des principes et des orientations sur la manière dont une gouvernance responsable et efficace peut aider l'Agenda 2030.
3. Soutenir le Partenariat pour un gouvernement ouvert et d'autres partenariats pertinents dans la mesure où ils alignent leurs stratégies sur l'Agenda 2030 et que leurs membres encouragent les ambitions et formulent de nouveaux engagements.
4. Renforcer les ressources et les capacités du gouvernement local, dans le cadre d'un travail plus vaste pour décentraliser l'Agenda 2030, y compris en apprenant des pionniers qui ont participé au programme pilote OGP pour les villes et les gouvernements infranationaux.
5. Reconnaître et renforcer le rôle joué par les fonctionnaires dans le développement d'institutions efficaces, responsables et transparentes.
6. Aider les parlements à jouer pleinement leur rôle dans la mise en œuvre des ODD, tout en renforçant l'audit indépendant et les autres entités de surveillance.
7. Soutenir la reconstruction des fonctions gouvernementales de base dans les pays à mesure qu'ils sortent des conflits et offrir un soutien souple à ces pays pendant leur transition et la prochaine étape du développement.



Brésil

L'engagement du Brésil pour un gouvernement ouvert s'illustre par des mesures promues par le Ministère de la transparence, de la surveillance et du contrôleur général, qui inclut le Portail de la transparence, la politique pour les données ouvertes et la participation de la société civile à l'élaboration de plans d'action gouvernementaux ouverts. La Cour des comptes fédérale du Brésil a mené un audit pilote pour évaluer la capacité institutionnelle à tous les paliers de gouvernement pour la mise en œuvre de l'Agenda, en encourageant les institutions à adopter une approche stratégique pour la mise en œuvre et à rendre compte des réussites et des échecs. Elle travaille maintenant avec d'autres institutions semblables dans la région pour fournir le premier aperçu au niveau régional de la préparation à la mise en œuvre des ODD.



Argentine

Le gouvernement de la ville de Buenos Aires souhaite promouvoir la transparence dans le cadre du Partenariat pour un gouvernement ouvert. Cette initiative constitue le cadre principal pour canaliser les réformes et promouvoir les changements dans l'agenda public. Des initiatives telles que le budget ouvert, les achats ouverts et les travaux publics ouverts résultent de la participation directe ou indirecte de Buenos Aires dans la communauté internationale OGP et d'une collaboration étroite avec Madrid --- une autre ville OGP. Le programme pour le gouvernement ouvert de Buenos Aires vise à créer des institutions efficaces, responsables et transparentes et à accroître leurs capacités à répondre aux besoins des citoyens, notamment en ce qui concerne la prestation efficace des services publics.



Les Pays-Bas

Les Pays-Bas favorisent la transparence et la réactivité grâce à la mise en place des ombudspersons nationaux et municipaux. L'ombudsperson est un expert indépendant mandaté pour enquêter sur les plaintes contre des autorités, des services ou des fonctionnaires gouvernementaux, municipaux ou nationaux. Les rapports d'enquête sont rendus publics et sont également envoyés à l'autorité gouvernementale concernée. Dans certains cas, l'ombudsperson peut jouer un rôle de médiateur entre le citoyen et le gouvernement. Il existe également un ombudsperson spécial pour les enfants.



Georgia

La Géorgie s'engage à rendre le gouvernement aussi proche que possible des personnes et s'engage dans des approches novatrices pour la conception et la prestation des services publics. Les priorités en matière de réforme comprennent l'état de droit, l'introduction de la gouvernance électronique, la lutte contre la corruption, la promotion de la gouvernance ouverte, la transparence des décisions gouvernementales et l'augmentation de la proximité et de la disponibilité des services publics. Les centres de services publics de la Géorgie et les centres communautaires sont les pôles des services publics et opèrent dans les grandes villes ainsi que dans les petits villages du pays. Cela garantit une prestation rapide, efficace et accessible de jusqu'à 400 services publics en guichet unique.

Plateforme pour des institutions efficaces

Une alliance de plus de 60 pays et organisations qui appuient le dialogue politique fondé sur des preuves, le partage de connaissances et l'apprentissage par les pairs sur la gestion du secteur public et la réforme institutionnelle.

Partenariat pour un gouvernement ouvert

OGP vise à améliorer la qualité de la gouvernance, ainsi que la qualité des services dont bénéficient les citoyens. 75 pays participants à l'OGP et 15 gouvernements infranationaux ont pris plus de 2 500 engagements pour rendre leurs gouvernements plus ouverts et plus responsables. La Géorgie deviendra présidente de l'OGP en septembre 2017.

6 Réduire la corruption et les flux financiers et d'armes illicites

La lutte contre la corruption, la lutte contre les flux financiers et d'armement illicites et le renforcement du recouvrement d'avoirs volés contribueront à la réalisation de tous les objectifs de développement durable.

Prévenir

Une réduction de la corruption et des flux illicites améliore la capacité de résilience des sociétés.

Renouveler

Renforce la confiance dans les institutions et leur permet de mettre en œuvre l'Agenda 2030.

Impliquer

Supprime les obstacles qui se dressent devant ceux qui jouent un rôle actif dans le développement durable.

La corruption affaiblit les institutions, nuit à la croissance et érode le tissu de la société. Elle est liée au crime organisé et menace la sécurité publique, tandis que la corruption policière et la corruption du système judiciaire nuisent à des institutions qui ont pour rôle de protéger la population de la violence.

La corruption fait augmenter l'exclusion et a un impact néfaste sur les droits de l'homme. Elle est liée à la violence sexiste et à l'abus d'autorité pour l'exploitation sexuelle.

Les gouvernements ont la responsabilité principale de réduire la corruption, mais ils devraient travailler avec les entreprises et la société civile et s'appuyer sur d'autres institutions telles que les parlements, le système judiciaire et les entités de contrôle indépendantes.

Les pays doivent également travailler ensemble pour réduire les flux de financement illicites à travers les frontières. Cela implique de faire obstacle aux réseaux criminels régionaux et mondiaux, tout en luttant contre l'évasion fiscale qui envoie les flux de richesse des pays les plus pauvres vers les plus riches.

Lorsque les armes illicites traversent les frontières, elles augmentent la violence et favorisent les groupes criminels et terroristes.

Les flux illicites de drogues, de faune et de ressources naturelles nuisent également au développement durable, et les mêmes groupes criminels sont souvent impliqués dans la traite des personnes.

Pour toutes les formes de corruption et de flux illicites, le partage des meilleures pratiques aidera les pays à élaborer et à mettre en œuvre des solutions innovantes et de nouvelles approches.

1. Augmenter les efforts nationaux et la coopération internationale pour révéler la corruption, punir les corrompus, soutenir ceux qui ont souffert de la corruption et chasser la culture de la corruption, partout où elle existe.
2. Utiliser pleinement le mécanisme d'examen de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption afin de promouvoir et de renforcer les mesures visant à prévenir et à combattre la corruption.
3. Renforcer la coopération internationale pour s'attaquer à toutes les formes de flux financiers illicites, y compris l'évasion fiscale mondiale, par le biais du Comité d'experts sur la Coopération internationale en matière fiscale, le système des Nations Unies, les institutions financières internationales, le G7 et la Chine, le G20, l'OCDE et d'autres plates-formes.
4. Accélérer les progrès, de façon inclusive, vers l'objectif du Plan d'action sur l'érosion de base d'imposition et le transfert de bénéficiaires, afin de réduire le déséquilibre entre les bénéficiaires des entreprises et le lieu de l'activité économique réelle et d'améliorer la collecte des recettes fiscales mondiales dans les pays de tous niveaux de revenus.
5. Augmenter les efforts dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et la récupération d'avoirs volés grâce aux traités internationaux pertinents, à l'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés et le Forum mondial sur la récupération des avoirs.
6. Passer de politiques punitives à une stratégie intégrée et équilibrée pour traiter et contrer le problème mondial de la drogue, une stratégie axée sur la justice et les droits de l'homme.
7. Travailler à l'universalisation des instruments juridiquement contraignants pour le contrôle des armes et respecter les engagements pris par les États membres dans le Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères, le Protocole de l'ONU sur les armes à feu et le Traité sur le commerce des armes, tout en utilisant les Normes internationales sur le contrôle des armes légères pour soutenir la mise en œuvre de ODD16+.

Suisse

La Suisse a choisi une approche proactive et est devenue pionnière dans la récupération et le retour d'avoirs volés dans les pays en développement. Elle a adopté un nouveau cadre législatif complet pour identifier, congeler et renvoyer les avoirs volés, qui est entré en vigueur en juillet 2016. À l'échelle mondiale, sur les 5 milliards de dollars d'avoirs illicites rétablis dans les pays en développement ces dernières années, plus de 2 milliards de dollars ont été retournés par la Suisse. La Suisse considère cela comme une contribution importante à la réalisation des ODD16+.



Mexique

Le 19 juillet 2017, le Système national de lutte contre la corruption a commencé sa mise en œuvre formelle. La combinaison de nouvelles lois, de coordination institutionnelle et de participation des citoyens représente l'un des cadres les plus robustes et complets pour combattre la corruption. Il est soutenu par un cadre juridique solide fondé sur la réforme de 14 articles de la Constitution mexicaine et sur sept lois secondaires approuvées en juillet 2016. Un comité de coordination rassemble les autorités de tous les paliers de gouvernement. Le système sera reproduit dans les 32 systèmes anticorruption locaux de tous les états fédéraux.



République de Corée

La Commission de lutte contre la corruption et des droits civils de Corée a établi des lignes directrices nationales en matière de lutte contre la corruption. Elle renforce les capacités et l'éducation en matière de lutte contre la corruption, identifie les risques de corruption et conseille les institutions propices à la corruption dans le secteur public. La Commission possède l'Initiative de contrôle anticorruption en tant qu'outil pour évaluer comment les institutions mettent en œuvre des mesures pour prévenir la corruption et si ces mesures sont efficaces. Ce contrôle a été effectué chaque année depuis 2002 et couvre maintenant plus de 250 institutions publiques. La Corée a également choisi de partager ses meilleures pratiques en matière de lutte contre la corruption avec les autres pays.



Qatar

En démontrant son engagement fort à prévenir la corruption et à promouvoir une gouvernance transparente et responsable, le Qatar, en partenariat avec les Nations Unies, a créé le premier centre régional anti-corruption et pour l'Etat de droit en 2011. Le Centre a effectué un important travail de sensibilisation à la corruption dans la région. Il sert de plaque tournante pour la formation à la lutte contre la corruption et à la primauté du droit, à l'échange d'expériences et d'expertises grâce à des partenariats stratégiques et à la création de capacités institutionnelles pour répondre aux normes internationales et aux besoins nationaux. En 2016, le Qatar a créé le Prix d'excellence anti-corruption de Son Altesse Sheikh Tamim bin Hamad Al Thani pour présenter des approches novatrices en matière de lutte contre la corruption dans le monde entier.

Initiative pour le recouvrement des avoirs volés (StAR)

Alianza entre el Grupo del Banco Mundial y la Oficina de la ONU contra la Droga y el Delito (UNODC) que respalda los esfuerzos internacionales para dar fin a los paraísos de refugio de fondos provenientes de actividades corruptas. La iniciativa StAR trabaja con los países en vías de desarrollo y los centros financieros para prevenir el lavado de los ingresos de actividades de corrupción y para facilitar una devolución más sistemática y oportuna de activos robados.

Réseau pour la justice fiscale

Un réseau international indépendant dédié à la recherche, à l'analyse et à la diffusion dans le domaine de la fiscalité internationale et des aspects internationaux de la réglementation financière pour répertorier, analyser et expliquer le rôle des impôts et les effets nocifs de l'évasion fiscale, de l'évitement fiscal, de la concurrence fiscale et des paradis fiscaux.

7

L'identité juridique et l'enregistrement des naissances pour tous

L'enregistrement universel des naissances et l'identité juridique solide pour tous aideront les gens à sécuriser leurs droits et à jeter les bases pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour les populations les plus marginalisées.



Prévenir

L'identité juridique et l'enregistrement des naissances protègent les droits de l'homme et réduisent le risque de violence et d'abus.



Renouveler

Les systèmes d'identité numérique permettent aux gouvernements de fournir des services publics de meilleure qualité.



Impliquer

L'identité juridique réduit la marginalisation et augmente l'inclusion sociale, économique et politique.

L'identité juridique et l'enregistrement des naissances permettent aux gens de revendiquer leurs droits au sein de leurs communautés et sociétés et fournissent des données essentielles à la planification et à la prestation de services.

Les personnes privées de preuve d'identité sont exclues des marchés officiels et sont vulnérables face à la violence, aux pratiques abusives telles que le mariage des enfants et à la discrimination. Les personnes handicapées et les non-ressortissants sont particulièrement désavantagés dans le processus d'enregistrement.

Plus de naissances sont maintenant enregistrées, certains pays montrent que des améliorations majeures peuvent être réalisées en une décennie avec une volonté et des investissements politiques suffisants.

De plus en plus, les pays reconnaissent le besoin de ne plus appréhender isolément l'enregistrement des naissances mais de le considérer comme faisant partie d'un système d'enregistrement civil et de statistiques de l'état civil qui enregistre également les décès et les causes de décès et d'autres événements comme le mariage et le divorce.

Les années récentes ont connu une vague d'innovation dans l'identification juridique, car les pays sont passés des systèmes d'identité papier au numérique et ont commencé à utiliser la technologie mobile.

Cela permet à plus de personnes d'avoir un rôle au sein de leurs sociétés et dans leurs économies. Les gouvernements ont également utilisé les nouveaux systèmes pour fournir des transferts de fonds, accroître l'accès aux services publics, et pour rendre leurs programmes plus ciblés et moins gaspilleurs.

1. Renforcer les systèmes d'enregistrement civil afin qu'ils fournissent des données de qualité sur les naissances et autres statistiques d'état civil, dans le cadre d'une approche stratégique sur les systèmes nationaux de données sur la santé pour la mise en œuvre des ODD.
2. Utiliser la Feuille de route Health Measurement and Accountability (2015-2030) pour renforcer le leadership et l'autonomisation nationale, et fournir une plateforme pour le soutien international le cas échéant.
3. En s'appuyant sur Plan d'investissement global pour l'inscription civile et les statistiques de l'état civil (2015-2024), mobiliser les fonds supplémentaires provenant de sources internationales nécessaires pour financer les progrès vers une couverture universelle dans 75 pays prioritaires.
4. Soutenir l'apport de systèmes d'identité numérique universelle inclusifs, robustes et rentables, en s'appuyant sur l'initiative Identification pour le développement et d'autres partenariats et plateformes, en adoptant des principes, des normes minimales et des cadres juridiques et réglementaires pour la gestion de l'identité.
5. Utiliser des systèmes d'identité numérique pour renforcer le filet de sécurité sociale, accroître l'accès aux services et améliorer la gouvernance, en contribuant largement à la mise en œuvre des ODD.
6. Gérer les risques posés par les systèmes d'identité, en utilisant les Principes sur l'identification pour le développement durable pour s'assurer que les systèmes sont universels, accessibles, robustes, sécurisés, réactifs et durables, et qu'ils protègent la vie privée et les droits des utilisateurs.
7. Renforcer la capacité d'analyser et d'utiliser les données des systèmes d'enregistrement pour l'élaboration des politiques et la surveillance.



Brésil

Le Brésil a réduit le nombre de naissances non enregistrées qui était de plus de 17% en 2004 à 1% en 2014. Le gouvernement s'est engagé dans la voie de l'enregistrement universel, afin de permettre à tous les Brésiliens de revendiquer leurs droits en tant que citoyens. Il a organisé des campagnes de sensibilisation et a utilisé les services de transport pour que celles-ci atteignent les familles dans toutes les régions du pays. Un registre numérique a été lancé en 2014 couvrant les naissances, les décès et les mariages, permettant de partager et d'utiliser des données dans un environnement sécurisé. Le Brésil est maintenant concentré sur les 1% qui restent non enregistrés, adaptant les services aux populations autochtones et aux autres groupes prioritaires et facilitant l'enregistrement d'une naissance plus tard dans la vie de l'enfant.



Sierra Leone

Le Président de la Sierra Leone a lancé l'Autorité nationale d'enregistrement civil en mai 2017 pour développer une carte d'identité polyvalente et fournir un numéro d'identification national à tous les citoyens et non-ressortissants résidant dans le pays. Le projet National Civil Registry a soutenu l'avancement de l'harmonisation des bases de données gouvernementales et continue de contribuer à la création d'institutions durables qui permettent de gérer de manière permanente un système de haute technologie de registre d'identité national et d'émission de cartes. Le gouvernement s'est engagé à garantir que les cartes d'identité respectent les normes internationales, avec des cartes répondant aux normes de la CEDEAO qui permettront la circulation des personnes dans toute la région.



Inde

L'Inde recense toute sa population dans Aadhaar, le système d'identité biométrique le plus sophistiqué au monde, donnant à chaque Indien un numéro d'identification unique. Jusqu'à présent, 1,171 milliards de citoyens indiens ont reçu des cartes Aadhaar. Aadhaar permet au gouvernement de cibler les services sociaux et a eu un impact conséquent sur l'inclusion financière, avec 250 millions de nouveaux comptes bancaires ouverts. Cela a permis au gouvernement de déboursier de 25 milliards de dollars pour 329 millions de bénéficiaires grâce à des transferts directs de prestations, améliorant considérablement l'efficacité des programmes gouvernementaux.



Libéria

À cause de plusieurs années de guerre civile, très peu d'enfants libériens ont leur naissance d'enregistrée. Le ministère de la Santé et du Bien-être social, avec le soutien de la communauté internationale, vise à augmenter l'inscription des naissances à 90% dans le cadre du programme d'inscription universelle des naissances. Le gouvernement est en train de rendre l'inscription beaucoup plus facile pour les parents et leur explique les avantages que celle-ci apporte à leurs enfants. Tous les certificats de naissance sont gratuits, tandis que la technologie mobile permet aux équipes itinérantes d'atteindre des communautés éloignées. Des efforts sont également déployés pour enregistrer les enfants plus âgés qui ne l'ont pas été dans les mois qui ont suivi leur naissance.

Le projet de collaboration sur les données sanitaires

Un partenariat inclusif d'agences internationales, de gouvernements, de philanthropes, de bailleurs de fonds et d'universitaires, avec l'objectif commun d'améliorer la disponibilité, la qualité et l'utilisation des données pour la prise de décision locale et le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable liés à la santé. La Collaborative a développé la Feuille de route pour les mesures et la transparence dans le secteur de la santé.

Programme d'identification pour le développement (ID4D)

S'efforce de combler l'écart global d'identification en réunissant la Banque mondiale, les agences des Nations Unies, d'autres partenaires de développement, des groupes de réflexion et des universitaires, des organismes régionaux, des associations du secteur privé et des organismes de normalisation. Un Fonds fiduciaire multidonateurs associé a été créé avec une contribution catalytique de la Fondation Bill & Melinda Gates.

8

Donner aux individus les moyens de devenir des acteurs du changement

L'inclusion doit être un processus actif, apportant aux gens des opportunités tangibles pour une participation significative dans leurs sociétés et qui transforment leur relation avec leurs gouvernements.

Prévenir

Les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées jouent un rôle actif et significatif dans la prévention de la violence.

Renouveler

Les institutions sont capables d'exploiter l'énergie, les idées et les connaissances locales des citoyens actifs.

Impliquer

Respecter l'engagement de faire de l'Agenda 2030 un programme « du peuple, par le peuple, pour le peuple ».

L'Agenda 2030 a tiré parti de l'une des plus grandes consultations mondiales jamais organisée, avec l'enquête MY World recueillant les contributions de 7 millions de personnes. Cela nous a permis d'espérer que les populations puissent continuer à jouer un rôle actif dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Bien qu'il existe une preuve d'un nouvel engagement en faveur de l'inclusion et un engagement populaire croissant, la montée du nationalisme et les schémas de mondialisation inéquitables amenuisent l'espace politique pour le développement durable.

L'espace civique se rétrécit dans de nombreux pays et, au niveau local, il y a souvent un manque de capacité d'engagement, en particulier dans les communautés les plus marginalisées. Beaucoup de groupes sont confrontés à des obstacles qui empêchent leur participation, que ce soit en raison de leur âge, de leur sexe, de leur appartenance ethnique, de leur handicap ou de leur statut migratoire.

Pour contrer ces tendances, toutes les sociétés devraient investir dans des institutions et des processus qui favorisent la cohésion sociale, politique et économique et permettent une prise de décision réactive, inclusive, participative et représentative.

Elles doivent fournir des opportunités significatives pour l'engagement des citoyens, répondre à la demande de changement depuis la base et permettre aux citoyens de jouer un rôle actif dans l'élaboration des politiques, et dans la conception et la prestation de services publics.

1. Évaluer les modèles de participation au développement durable et formuler des recommandations sur les stratégies et les meilleures pratiques adaptées au contexte, en mettant l'accent sur le rôle des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés.
2. Investir dans des programmes qui démontrent comment les communautés peuvent participer au développement de la politique et au renforcement des services publics.
3. Utiliser des plans d'action gouvernementaux ouverts pour approfondir la gouvernance dirigée par les citoyens, renforcer la participation civique et la transparence, et promouvoir la représentation dans les institutions.
4. Se pencher sur le rôle des fonctionnaires de première ligne - comme les enseignants, les agents de santé, de police, etc. - dans la prestation de services transparents et réactifs.
5. Utiliser des outils numériques pour permettre de nouvelles formes de participation directe à la vie publique, en s'appuyant sur les connaissances et l'expertise des jeunes.
6. Promouvoir la participation et le leadership des femmes dans leurs sociétés, en tant que promoteurs de la paix et dans des contextes de crise.
7. Augmenter les possibilités de leadership et d'activisme des jeunes, en permettant aux enfants et aux jeunes de participer à la prise de décision et de demander des comptes à leurs dirigeants, tout en recueillant des données sur leur participation.
8. Investir dans l'éducation civique et dans les connaissances et les compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable.
9. Protéger et améliorer l'espace civique et l'engagement citoyen.



Tunisie

Après la révolution tunisienne en 2010-2011, le Quartet du dialogue national tunisien a mené un dialogue national inclusif avec les partis politiques et élaboré une feuille de route pour assurer une transition démocratique pacifique. Le Quartet a réuni quatre organisations de la société civile: le Syndicat général tunisien du travail, la Confédération tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, la Ligue tunisienne des droits de l'homme et l'Ordre tunisien des avocats. Le Quartet a reçu le prix Nobel de la paix en 2015 pour une « contribution décisive à la construction d'une démocratie pluraliste ».

République Tchèque

Les villages, les villes et les gouvernements régionaux tchèques encouragent la participation des citoyens à la prise de décision publique, fournissent aux habitants un sentiment d'appartenance à leur communauté, améliorent la qualité de vie et augmentent la durabilité et la rentabilité des services publics. La ville de Kolín en Bohême centrale, par exemple, utilise un portail en ligne pour permettre aux citoyens d'alerter le maire des problèmes et de proposer de nouvelles idées sur la façon d'améliorer leur ville. Il met également en pratique le concept de ville intelligente en utilisant la technologie pour des solutions de stationnement intelligentes, la gestion des déchets et les paiements intelligents pour les écoliers.

Afghanistan

Le programme de priorité nationale de la Charte des citoyens est le premier programme interministériel en Afghanistan à fournir des infrastructures et des services sociaux essentiels aux communautés rurales et urbaines grâce à la participation des citoyens. Les Conseils de développement communautaire (CDC), des représentants démocratiquement élus au niveau communautaire, travailleront avec différents ministères et gouvernements infranationaux pour réaliser des projets de développement pour leurs communautés. Chaque CDC exige une participation féminine de 50%. Grâce à des partenariats avec ses citoyens, le programme vise à améliorer la transparence et la responsabilité du gouvernement.

Le Réseau Transparence, Responsabilité et Participation

Un réseau mondial de plus de 300 organisations de la société civile (OSC) travaillant autour de la transparence des ODD16+ et de l'Agenda 2030. TRP a développé des ressources en matière de renforcement des capacités pour la société civile au niveau national, y compris les Outils de promotion Objectif 16 et 'Plaidoyer pour la Justice et les ODD', et travaille pour aider la société civile à faire rapport sur ODD16+ dans ses pays.

La Communauté des démocraties

La communauté des démocraties est une organisation internationale qui anime l'agenda de la démocratie mondiale par une action commune. Depuis sa création en 2000, la Communauté a réuni des gouvernements, la société civile et le secteur privé dans la poursuite d'un objectif commun: soutenir les règles démocratiques et renforcer les normes et institutions démocratiques dans le monde.

9 Respecter les droits de l'homme et promouvoir l'égalité entre les sexes

Une action précoce sur les droits de l'homme et l'égalité est nécessaire pour créer des sociétés pacifiques, justes et inclusives, et pour apporter à l'Agenda 2030 une vision tournée vers les personnes.

Prévenir

Les droits et l'égalité entre les sexes augmentent la résilience et mettent l'accent sur la prévention.

Renouveler

Les lois, les politiques et les institutions sont plus en mesure de protéger les droits et de promouvoir l'égalité des sexes.

Impliquer

Développer la capacité et les canaux de participation pour les groupes qui sont les plus susceptibles d'être exclus.

Les objectifs de développement durable visent faire appliquer les droits de l'homme pour tous et à atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles, en impliquant également dans cette tâche les hommes et les garçons.

En adoptant une approche fondée sur les droits et en intégrant une perspective sexospécifique, les progrès vers des sociétés pacifiques, justes et inclusives seront fondés sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme, en renforçant les capacités des personnes à revendiquer leurs droits et sur des gouvernements et des dirigeants capables de les protéger et de les promouvoir.

L'accent mis sur les droits et l'égalité des sexes aidera à résoudre les griefs tout en veillant à ce que les femmes jouent pleinement leur rôle dans la construction d'une paix durable et que les défenseurs des droits humains et des droits des femmes soient soutenus et protégés. L'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme et les autres mécanismes du système international des droits de l'homme constituent un modèle pour mettre en pratique l'accent mis sur les droits et l'égalité entre les sexes qui conduiront à des améliorations tangibles dans la vie des gens. Les recommandations sont déjà fortement liées à ODD16+.

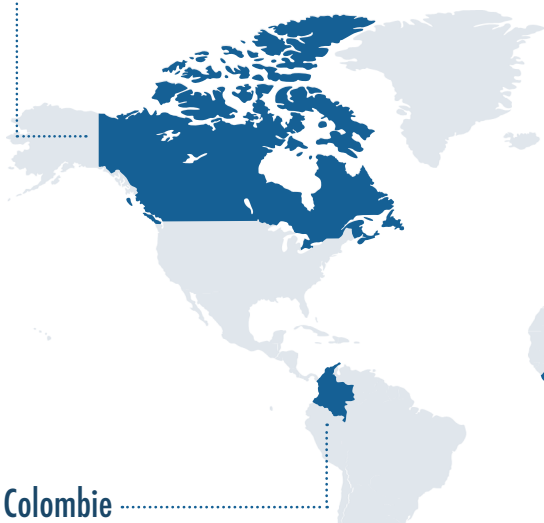
Les Nations Unies ont élaboré un cadre partagé qui aidera les États membres à mettre en œuvre l'Agenda 2030 en tant que « programme pour l'égalité », tandis que la Commission sur la condition de la femme continue de développer des recommandations pour une mise en œuvre de l'Agenda 2030 qui tient compte des inégalités entre les sexes.

1. Maximiser le potentiel du système des droits de l'homme des Nations Unies pour soutenir la mise en œuvre de l'Agenda 2030, en offrant aux pays la possibilité de comprendre et de relever les défis dans le domaine des droits de l'homme, notamment en encourageant les États membres à inviter les titulaires de mandat de procédures spéciales.
2. En collaboration avec les Nations Unies, instaurer un cadre commun pour mettre l'égalité et la non-discrimination au cœur du développement durable, en mettant l'accent sur les inégalités qui affectent de manière disproportionnée certains groupes.
3. Renforcer les mécanismes et les institutions nationaux en matière de droits de l'homme, en s'appuyant sur le travail de l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme, de sorte que ces mécanismes et institutions deviennent un foyer pour la construction de sociétés pacifiques, justes et inclusives.
4. Réformer les institutions de sécurité et de justice afin de s'assurer qu'elles ne sont pas discriminatoires, qu'elles sont représentatives de la population et capables de protéger les droits de l'homme.
5. Aborder les obstacles structurels à l'autonomisation économique des femmes, en s'appuyant sur les conclusions de la Commission de la condition de la femme et sur l'ordre du jour de l'action élaboré par le Groupe de haut niveau pour l'autonomisation économique des femmes.
6. Se rapprocher activement des personnes handicapées, des réfugiés et des migrants, ainsi que des autres groupes marginalisés, travailler à leur autonomisation et soutenir leur pleine participation à la vie publique.



Canada

Grâce au Programme de parrainage privé des réfugiés, les citoyens canadiens et la société civile ont réinstallé 275 000 réfugiés depuis 1979 (en plus de ceux réinstallés par le gouvernement). Au cours des dernières années, 14 000 réfugiés syriens ont été soutenus dans leur nouveau foyer. Les donateurs apportent un soutien financier pendant un an et aident les réfugiés à accéder à des services, à trouver un emploi et à se connecter à la communauté. D'autres pays envisagent actuellement des mécanismes de parrainage privés dans le cadre de leur réponse à la crise mondiale des réfugiés.



Colombie

La Colombie a utilisé son processus de paix pour autonomiser les femmes et les inclure dans la prise de décision à tous les niveaux de la société. Le système de justice est maintenant un exemple en matière d'égalité des sexes, avec la Commission nationale pour l'égalité des sexes au sein du pouvoir judiciaire de Colombie créée en 2008. Les principales réalisations comprennent l'intégration de l'égalité et la non-discrimination au sein des plus hautes cours de justice, la formation des juges et des autres fonctionnaires sur l'égalité entre les sexes et le développement d'un observatoire de l'égalité entre les sexes pour le pouvoir judiciaire. À l'échelle internationale, la Colombie est un champion de l'autonomisation des femmes et s'efforce d'attirer l'attention sur la représentation des femmes dans l'ONU.

Liechtenstein

Le Liechtenstein favorise l'inclusion des migrants et des réfugiés grâce à une formation linguistique novatrice. « Liechtenstein Languages » est un projet de cours de langue à but non lucratif conçu pour enseigner l'allemand ou d'autres langues aux migrants et aux réfugiés avec une méthode inspirée de l'acquisition précoce de la langue. Les cours sont soucieux de l'égalité des sexes et permettent aux participants de communiquer à un niveau basique en seulement quatre semaines. Le projet forme également des enseignants et des travailleurs sociaux, sans expérience dans le domaine, sur l'enseignement d'un cours de langue. À ce jour, plus de 150 formateurs ont suivi une formation et plus de 3 000 personnes ont pris des cours d'allemand.

Sierra Leone

La Commission des droits de l'homme de Sierra Leone a été créée en 2004 pour protéger et promouvoir les droits de l'homme dans tout le pays. Elle a aidé à mettre en œuvre les recommandations de la Commission de la vérité et de la réconciliation et a soutenu le gouvernement alors qu'il remplissait ses obligations en vertu des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Le plan stratégique de la Commission pour 2016-2020 définit dix objectifs prioritaires, dont la lutte contre la discrimination, le traitement efficace des plaintes, l'éducation et la formation aux droits de l'homme et la garantie que les sociétés multinationales et les autres entreprises protègent les droits. La Commission a également travaillé à améliorer les conditions des prisonniers, révélant les pénuries alimentaires, le manque d'eau et d'assainissement, le surpeuplement, la détention préventive prolongée et d'autres atteintes aux droits.

Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme

L'association internationale des institutions nationales des droits de l'homme de toutes les régions du monde. Travaille avec le PNUD et le HCDH pour soutenir les INDH et renforcer les liens entre l'Agenda 2030, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.





Catalyseurs

Les **catalyseurs** soutiennent les progrès vers les objectifs pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Une approche stratégique est nécessaire pour fournir aux décideurs des **preuves** et des **données** pour renforcer la mise en œuvre. Des investissements sur le long terme sont nécessaires pour suivre les progrès, étendre les interventions prometteuses et qui se sont révélées efficaces et comprendre les défis auxquels sont confrontés les pays les plus vulnérables.

Les cibles ODD16 + ne pourront pas se concrétiser sur les tendances actuelles. Des **financements** supplémentaires sont nécessaires pour répondre à la vision de l'Agenda 2030. Cela signifie renforcer les arguments en faveur de l'investissement afin de mobiliser des fonds provenant de toutes les sources, tant publiques que privées.

L'universalité de l'Agenda 2030 offre de nouvelles opportunités **d'apprentissage** et **d'échange**. Les plates-formes doivent accroître l'utilisation des preuves dans l'élaboration des politiques et permettre aux pays de partager des expériences les uns avec les autres. Certains grands défis peuvent être utilisés comme axes pour l'ambition et l'apprentissage.

Une **communication** et une **promotion** efficaces créeront le **mouvement multisectoriel** pour les sociétés pacifiques, justes et inclusives. Cela augmentera la volonté politique, tout en s'appuyant sur les connaissances et l'expertise des enfants, des jeunes et des personnes les plus défavorisées.

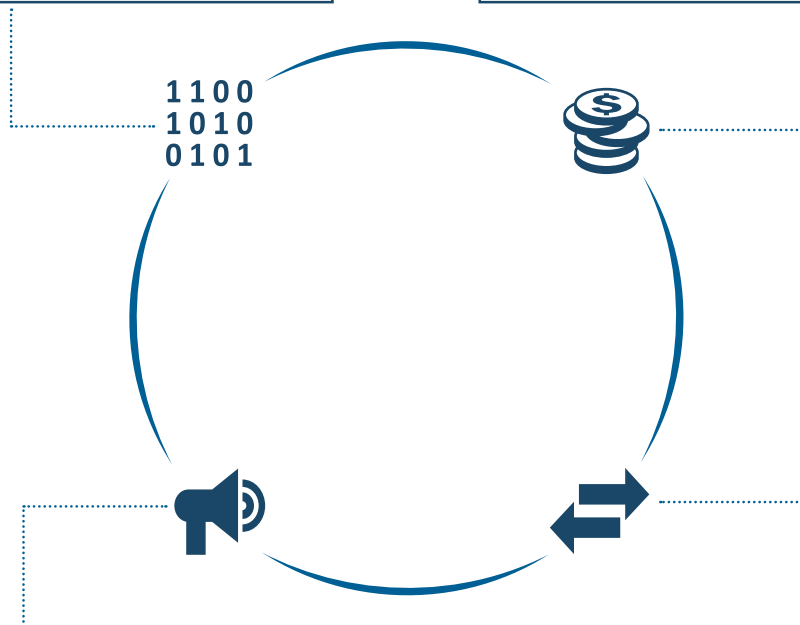
Catalyseurs

Preuves et données

- Adopter une approche stratégique pour renforcer les données pour le cadre d'indicateurs globaux ODD16+
- Renforcer la capacité statistique nationale et améliorer les mécanismes de déclaration
- Identifier les lacunes et les besoins et développer des programmes de recherche qui éclaireront l'élaboration des politiques

Économie

- De meilleures connaissances sur les coûts de l'immobilisme et sur les bénéfices de l'action
- Estimer les coûts de la mise en œuvre d'un nombre croissant d'actions catalytiques identifiées dans cette feuille de route
- Augmenter le financement des objectifs des ODD pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives



Communication, promotion et construction de mouvement

- Augmenter le leadership politique pour la paix, la justice et l'inclusion
- Construire un mouvement pour des sociétés pacifiques
- Construire un mouvement pour la justice et l'inclusion
- Renforcer les normes et les valeurs qui sous-tendent les sociétés pacifiques, justes et inclusives

Apprendre et échanger

- Intensifier la coopération entre les pays Pionniers, en mettant en avant les succès et le leadership
- Renforcer les réseaux universels et les plateformes pour l'apprentissage.
- Signaler les progrès et révéler les succès dans l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives
- Utiliser des « grands défis » de haut niveau en tant qu'axes d'apprentissage et moteurs des ambitions



1 1 0 0
1 0 1 0
0 1 0 1

Preuves et données

La mise en œuvre des objectifs ODD16+ nécessite un investissement accru dans les connaissances, les données et les preuves nécessaires pour éclairer la prise de décision.

Pour des sociétés pacifiques :

- Les données améliorées sur la prévalence des différentes formes de violence rendent l'ampleur de la violence visible pour les décideurs et le public.
- On comprend désormais de mieux en mieux les facteurs qui augmentent le risque de violence ainsi que ceux qui protègent les individus, les communautés et les sociétés, et les rendent plus résistants.
- Il existe de plus en plus de preuves qui montrent comment prévenir la violence, même si la base de données probantes reste fragmentée et limitée dans sa couverture géographique.

La priorité est de montrer une prévention efficace sur le terrain, et ce qui fonctionne dans les régions qui souffrent des taux de violence les plus élevés, mais dont les ressources pour la mise en œuvre sont limitées.

Les preuves et les données sont également nécessaires pour comprendre les griefs et comment y répondre, et pour répertorier les impacts indirects de l'insécurité sur la vie des personnes.

Dans le domaine de la justice :

- Il reste difficile de quantifier les niveaux d'exclusion juridique, de discrimination et de déni de droits, bien que les données d'enquête offrent des connaissances croissantes sur les niveaux de corruption et d'impunité.
- La recherche commence à apporter des solutions sur comment renforcer la règle de droit et donner accès à la justice pour tous.
- Un programme de recherche axé sur l'action est urgent pour soutenir la mise en œuvre de ODD16.3 et les autres objectifs pour des sociétés justes.

Pour des sociétés inclusives :

- Les données démontrent que le succès de l'Agenda 2030 repose sur une amélioration rapide de la gouvernance, en particulier dans les pays les plus vulnérables.
- Nous manquons de données pour surveiller les tendances de l'inclusion sociale, économique et politique malgré la nécessité urgente d'aborder les niveaux inquiétants de polarisation et de conflits.
- Il y a de plus en plus d'expérimentation et d'innovation dans le domaine de la gouvernance et du développement institutionnel, car la recherche se concentre sur les méthodes de mise en pratique, les approches adaptatives et résolutives, et un partenariat plus large avec les citoyens dans la prise de décision.

Une approche stratégique concernant les données doit couvrir tous les indicateurs ODD16+, développer les données de références mondiales et nationales et augmenter de manière constante la proportion de pays possédant les données nécessaires pour mesurer les progrès. Les données doivent être ventilées selon la vulnérabilité des groupes et leur risque d'être marginalisés.

Les réseaux et stratégies statistiques nationaux doivent être renforcés, en particulier dans les pays vulnérables, tandis que le partenariat pour les données devrait s'appuyer sur les compétences de la société civile, du milieu universitaire et du secteur privé.

Les plates-formes non gouvernementales telles que l'Initiative sur les données ODD16 peuvent jouer un rôle important dans la sensibilisation aux sources de données qui viennent compléter les indicateurs officiels.

Des réseaux de connaissances et de recherche sont nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies de recherche et pour renforcer le lien entre les preuves et les politiques.



Adopter une approche stratégique pour renforcer les données pour le cadre d'indicateurs globaux ODD16+

- Soutenir le plan de mise en œuvre des indicateurs globaux développés par le Groupe d'experts inter-institutions sur les indicateurs ODD et son flux de travail sur la désagrégation des données.
- Comblent les lacunes en matière de données et améliorer la comparabilité internationale des indicateurs avec des méthodologies claires, en reconnaissant le rôle de point focal du Groupe de haut niveau pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités dans le domaine des statistiques de l'Agenda 2030.
- Mettre en œuvre des normes permettant la production et la comparaison systématiques de données, y compris la Classification internationale de la criminalité à des fins statistiques et la Classification internationale des maladies.
- En priorité, harmoniser et renforcer les estimations concernant les homicides aux niveaux national, régional et mondial (UNODC, OMS) et les autres données qui quantifient les tendances des niveaux de violence.
- Accélérer l'action pour élaborer et publier des estimations mondiales pour obtenir les indicateurs sur les décès liés aux conflits (HCDH), les flux financiers illicites (UNODC), le travail forcé et la traite des êtres humains (OIT, UNODC) et les politiques de migration (DESA, OIM).
- Élaborer des méthodologies qui peuvent être utilisées pour renforcer le cadre des indicateurs en 2018 et 2019, en mettant l'accent sur des domaines qui sont mal couverts (notamment l'accès à la justice civile, la confiance dans les institutions publiques, l'inclusion politique et la violence contre les migrants) et se préparer à l'examen complet des indicateurs par la Commission de statistique en 2020.

Renforcer la capacité statistique nationale et améliorer les mécanismes de déclaration

- Soutenir le Plan d'action global pour le développement durable du Cap, en tant qu'axe pour le renforcement des systèmes statistiques nationaux, afin de pouvoir collecter, traiter, analyser et diffuser des données ventilées sur les sociétés pacifiques, justes et inclusives.
- Mettre en œuvre la feuille de route 2016-2020 pour l'élaboration d'un manuel sur les statistiques de gouvernance des bureaux nationaux de statistique, tel que développé par le Groupe Praia sur les statistiques de gouvernance.
- Renforcer et harmoniser les données d'enquête nationales pour les indicateurs ODD16+ et élaborer un module pour l'inclusion dans les enquêtes en cours sur les ménages, en s'appuyant sur le travail du Groupe de travail inter-secrétariats sur les enquêtes auprès des ménages.
- Fournir des systèmes universels d'enregistrement civil et de statistiques de l'état civil (voir l'action catalytique 7).

Identifier les lacunes et les besoins et développer des programmes de recherche qui éclaireront l'élaboration des politiques

- Continuer à détecter les points forts et les faiblesses des preuves pour la mise en œuvre de la feuille de route ODD16+.
- Établir des priorités de recherche pour la prévention de la violence, en s'appuyant sur l'exercice récent d'établissement des priorités mené par l'Alliance de prévention de la violence dirigée par l'OMS, sur le prochain rapport phare de la Banque mondiale sur la prévention des conflits, sur le travail du Programme What Works to Prevent Violence against Women, sur l'initiative d'apprentissage global Know Violence in Childhood, le partenariat de recherche inter-institutions de Compréhension du travail des enfants, le Laboratoire des droits (sur l'esclavage moderne) et sur les autres réseaux de recherche.
- Élaborer un programme de recherche commun sur l'accès à la justice.
- Établir les priorités de recherche en matière de gouvernance et d'inclusion par le biais du travail du Consortium de recherche sur l'impact du gouvernement ouvert, le Réseau de recherche MacArthur sur la gouvernance ouverte, la Plateforme des institutions efficaces et les autres réseaux de recherche.
- Renforcer la capacité des pays vulnérables à aller vers des sociétés pacifiques, justes et inclusives.



Économie

La réalisation des cibles ODD pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives nécessite l'apport de financement de toutes les sources: nationales et internationales, publiques et privées.

Les arguments en faveur de l'investissement dans ODD16+ doivent être renforcés, en mettant l'accent sur les besoins des pays les plus vulnérables.

Nous avons de plus en plus de données fiables sur les coûts que représentent les échecs à freiner la violence, à investir dans la bonne gouvernance et l'état de droit, et à lutter contre l'exclusion et les inégalités.

Les coûts de l'immobilisme peuvent se compter en termes de vies perdues et de victimes, en termes de coûts économiques et en termes d'investissements diminués dans tous les objectifs de développement durable.

- **Le coût global de la violence** est estimé à 9,5 trillions de dollars, soit plus de 11% du PIB mondial.
- **Le mariage des enfants** entraînera des pertes de richesses de plus de 500 milliards de dollars en 2030, selon des recherches récentes publiées par le projet Economics of Child Marriage.
- Le coût de **la corruption** est estimé à 1,5-2 trillions de dollars, soit environ 2% du PIB, et le Fond monétaire international trouve des coûts économiques et sociaux beaucoup plus importants lorsque toutes les formes de corruption sont prises en compte.

Cependant, dans peu de cas, nous avons une idée claire des coûts de mise en œuvre des cibles ODD16+:

- **Enregistrement des naissances.** Les coûts de l'amélioration des systèmes d'enregistrement civil dans 73 pays sont estimés à 3,82 milliards de dollars (les coûts pour l'Inde et la Chine ne sont pas disponibles) L'écart de financement international est estimé à 2 milliards de dollars par an.
- **Violence contre les enfants.** Le partenariat mondial pour mettre fin à la violence contre les enfants a mis au point un modèle pour estimer les coûts liés à la mise en œuvre des stratégies INSPIRE et celui-ci est mis en pratique dans ses pays pionniers.
- **Accès à la justice.** Les services juridiques de base pourraient être améliorés pour couvrir une communauté à un coût annuel de 0,1-0,3 \$ par habitant dans les pays non membres de l'OCDE et de

3 à 6 dollars par habitant dans les pays de l'OCDE, ce coût modeste n'est toutefois pas envisageable dans les pays les plus pauvres sans sources alternatives de financement.

Le financement pour la mise en œuvre des cibles ODD16+ est inadéquat:

- Selon l'Organisation mondiale de la santé, « la **prévention de la violence** n'a pas encore attiré de soutien politique et financier proportionnel à l'ampleur et à la gravité du problème ».
- Les donateurs ne consacrent que **0,65 \$ par enfant** chaque année à la lutte contre la violence qui touche les enfants, soit 0,6% de l'aide publique totale au développement (APD).
- Selon l'OCDE, l'aide aux pays les plus vulnérables ressemble plus à de la « **lutte contre l'incendie** » plutôt qu'à de la **prévention sur le long terme**. Dans ces pays, seulement 4% de l'APD est alloué à des politiques légitimes, 3% à l'accès à la justice et 1,4% à l'établissement et au renforcement de la sécurité des personnes.

Afin de combler l'écart de financement, les gouvernements doivent réaffecter les ressources de lutte contre la crise à la prévention de la violence tout en augmentant les investissements dans la justice et l'inclusion, et réduire les pertes en ressources qu'engendre la corruption et les flux illicites.

Une gouvernance améliorée augmentera l'efficacité avec laquelle les ressources sont dépensées pour tous les ODD, tout en renforçant la mobilisation des ressources nationales.

Compte tenu de l'ambition des cibles ODD16+, il est nécessaire de mobiliser des financements à partir de multiples sources supplémentaires, y compris les finances publiques internationales, le secteur privé, les fondations et les sources de financement novatrices.



De meilleures connaissances sur les coûts de l'immobilisme et sur les bénéfices de l'action

- Renforcer les estimations concernant les coûts de la violence et de l'insécurité, de l'injustice et de l'exclusion et de la faiblesse de la gouvernance, en s'appuyant sur des modèles tels que le projet Économie du mariage des enfants.
- Quantifier les avantages de l'investissement dans ODD16+ en termes de vies sauvées, d'amélioration de la santé et de l'éducation, d'augmentation des opportunités et de croissance économique.
- Rassembler les estimations dans un format adapté aux besoins des ministres des finances et des autres décideurs, en s'appuyant sur des modèles d'autres secteurs tels que le Stern Review on the Economics of Climate Change ou le cadre d'investissement pour atteindre les objectifs mondiaux en matière de nutrition.

Estimer les coûts de la mise en œuvre d'un nombre croissant d'actions catalytiques identifiées dans cette feuille de route

- Développer l'étude des investissements pour les actions catalytiques pour lesquelles il existe un consensus sur les stratégies de mise en œuvre fondées sur des données probantes (par exemple, les stratégies INSPIRE pour mettre fin à la violence contre les enfants).
- Évaluer les coûts de la mise en œuvre de ces stratégies dans les pays ayant des niveaux de ressources différents (comme cela a été fait pour l'enregistrement des naissances dans les Global Civil Registration and Vital Statistics: Scaling-up Investment Plan).
- Identifier les coûts unitaires (coût par bénéficiaire) pour les pays ayant différents niveaux de ressources. Dans la mesure du possible, calculer le rendement prévu des investissements.

Augmenter le financement des objectifs des ODD pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives

- Sensibiliser sur l'ampleur du déficit de financement pour les sociétés pacifiques, justes et inclusives, en mettant l'accent sur la nécessité d'augmenter considérablement l'investissement dans toutes les formes de prévention et d'accroître les ressources pour la justice et l'inclusion.
- Utiliser la feuille de route pour mobiliser les bailleurs de fonds (sans créer un fonds autonome), en créant des occasions pour qu'ils se réunissent et décident de stratégies pour financer différentes priorités qui figurent sur la feuille de route.
- Explorer les possibilités d'augmenter les financements venant du secteur privé et des fondations, et d'utiliser des formes de financement nouvelles et innovantes, en collaboration avec l'Innovation financière du Pacte mondial pour la plateforme d'action ODD et d'autres organismes.
- Présenter un plan pour intensifier les investissements dans des sociétés pacifiques, justes et inclusives au Forum politique de haut niveau en 2019, en fournissant une plateforme pour accélérer la mise en œuvre dans les années 2020.



Apprendre et échanger

ODD16+ offre des opportunités pour de nouveaux types d'apprentissage et d'échange, mettant en évidence l'innovation partout où elle se trouve et renforçant les réseaux politiques et professionnels.

Une plus grande coopération entre les pays pionniers encouragera le partage des bons résultats et des bonnes pratiques.

Nous fournirons des leçons et des pratiques exemplaires au Forum politique de haut niveau et à d'autres réunions internationales et régionales, conformément à la mission du Forum de fournir une plateforme dynamique pour explorer les défis nouveaux et émergents.

Les gouvernements, les autorités locales, les entreprises, la société civile, les milieux universitaires et les fondations ont tous une contribution à apporter à l'apprentissage et à l'échange, tandis que les organisations internationales et régionales et les partenariats et réseaux multipartites constituent une plateforme pour mobiliser et partager des connaissances et de l'expertise.

Nous allons promouvoir la coopération entre les partenariats et les réseaux, compte tenu de la nécessité d'une plus grande intégration entre les objectifs pour la paix, la justice et l'inclusion.

Les plateformes de connaissances et les hubs fourniront aux décideurs des informations dans un format qui améliore la prise de décision et encouragera le passage à l'action.

Les Pionniers agiront en tant que coordinateurs d'un petit nombre de « grands défis » qui définiront un programme de politiques et d'apprentissage tout en suscitant l'ambition et la volonté politique.

Chaque défi servira d'axe d'apprentissage en 2017 et 2018, ce qui nous aidera à continuer de développer la vision qui sous-tend la feuille de route.

- **Comment pouvons-nous réduire considérablement toutes les formes de violence partout dans le monde ?**

ODD16.1 promet d'aboutir à des diminutions significatives de toutes les formes de violence. Nous allons rassembler toutes les disciplines et tous les secteurs pour explorer la manière dont ce grand défi peut être mis en œuvre et financé, en créant un programme d'action pour les décideurs de tous les pays.

- **Comment pouvons-nous donner accès à la justice pour tous ?**

L'Agenda 2030 promet d'apporter la justice aux milliards de personnes qui sont actuellement privés de la protection du droit. Grâce à ce défi, nous établirons un consensus sur les stratégies visant à fournir un accès universel aux services juridiques et à accroître l'autonomisation juridique.

- **Un nouvel agenda pour l'inclusion sociale, économique et politique**

ODD16+ comprend des objectifs d'inclusion politique, sociale et économique (10,2, 16,7), pour la participation et le leadership des femmes (5,5) et pour l'accès public à l'information (16,10). Le travail dans ce domaine répondra à la crise de l'exclusion et repèrera des modèles de participation significative. Il présentera des recommandations sur la façon de protéger l'espace civique et de veiller à ce que toutes les parties de la société puissent jouer un rôle dans le développement durable.

L'Alliance mondiale pour la communication des progrès réalisés dans la promotion de sociétés pacifiques, justes et inclusives

L'Alliance réunit des États membres, la société civile et le secteur privé pour aider à l'élaboration de rapports instructifs sur les progrès vers des sociétés pacifiques, justes et inclusives, en tenant compte des différentes réalités, capacités et niveaux de développement nationaux et en respectant les politiques et les priorités nationales. Elle se concentre, en particulier, sur l'opportunité d'informer sur ces progrès lors du Forum politique de haut niveau en 2019.



Intensifier la coopération entre les pays Pionniers, en mettant en avant les succès et le leadership.

- Utiliser la feuille de route ODD16+ pour informer sur l'élaboration de stratégies et de plans pour la paix, la justice et l'inclusion aux niveaux national, régional et mondial.
- Se concentrer sur les pays qui risquent le plus d'être laissés pour compte, dans le but de soutenir la mise en œuvre dans ces pays et d'accroître l'apprentissage sur la manière d'accélérer les progrès lorsque les capacités et les financements sont limités.
- Montrer des modèles innovants et des bonnes pratiques nationales dans les pays pionniers, renforcer les partenariats entre les pays et développer l'apprentissage nord-sud, sud-sud et sud-nord.

Renforcer les réseaux universels et les plateformes pour l'apprentissage.

- Garantir que les plateformes de données officielles, telles que la base de données sur les indicateurs ODD globaux et les plateformes complémentaires, telles que l'Initiative pour les données ODD16, servent à suivre et à encourager les progrès réalisés sur les cibles ODD16.
- Utiliser les plateformes de connaissances existantes et nouvelles plateformes, telles que la plateforme mondiale de connaissances pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes ou la plateforme de connaissances Alliance 8.7, pour accroître l'accessibilité des données sur les sociétés pacifiques, justes et inclusives.
- Explorer le potentiel de nouvelles approches pour synthétiser et communiquer des connaissances et des preuves aux décideurs et aux bailleurs de fonds afin de transformer ces preuves en actions.
- Renforcer la capacité des réseaux professionnels qui ont le plus grand potentiel pour accélérer les progrès en matière de paix, de justice et d'inclusion.

Signaler les progrès et révéler les succès dans l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives

- Par le biais de l'Alliance mondiale pour la communication des progrès réalisés dans la promotion de sociétés pacifiques, justes et inclusive, renforcer les rapports sur les cibles ODD16+.
- Augmenter le nombre de pays qui soumettent des rapports volontaires au Forum politique de haut niveau, en particulier en 2019, lorsque le forum aura pour thème principal « l'autonomisation des personnes, l'inclusion et l'égalité ».
- Augmenter le nombre de partenariats ODD16+ présentés lors de l'événement spécial sur l'échange de partenariat en 2019 et utiliser le ODD Business Forum cette année pour se concentrer sur ODD16+ et sur le secteur privé.
- Contribuer au rapport quadriennal mondial sur le développement durable en 2019, tout en maximisant l'impact d'autres grands rapports internationaux sur la paix, la justice et l'inclusion.
- Soutenir le Forum 16+ en tant que réunion mondiale pour la communauté qui travaille sur la paix, la justice et l'inclusion, et utiliser d'autres grands forums et événements pour mener un débat mondial sur la mise en œuvre des cibles pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Utiliser des « grands défis » de haut niveau en tant qu'axes d'apprentissage et moteurs des ambitions

- S'appuyer sur les initiatives et les campagnes existantes pour catalyser un débat sur la manière d'aboutir à une réduction importante et quantifiée de toutes les formes de violence.
- Convoquer un groupe de travail pour explorer les stratégies de mise en œuvre et de financement pour assurer l'accès à la justice pour tous.
- Former une Commission sur l'inclusion sociale, économique et politique.



Communication, promotion et construction de mouvement

Une promotion et des communications efficaces créeront le mouvement pour mettre en œuvre ODD16+, mais renforceront aussi les normes et les valeurs qui sous-tendent la paix, la justice et l'inclusion.

Un leadership politique est nécessaire pour faire valoir que la violence peut être évitée et que la tendance à la polarisation, à la méfiance et à l'injustice peut être inversée.

Les dirigeants de tous les secteurs doivent s'engager à travailler ensemble et s'engager dans les politiques, programmes et investissements nécessaires pour concrétiser les cibles ODD16+.

L'universalité de l'Agenda 2030 offre l'occasion de construire un mouvement multipartite pour la paix, la justice et l'inclusion:

- Nous pouvons exploiter les campagnes existantes pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes, la violence à l'égard des enfants, le travail des enfants, le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines et l'esclavage moderne.
- Les nouvelles campagnes peuvent s'appuyer sur l'intérêt croissant pour la justice, les droits et les sociétés plus inclusives.
- Des mesures sont également nécessaires pour inciter les femmes et les hommes à modifier les normes sexistes nuisibles et à s'attaquer aux valeurs qui tolèrent ou encouragent la violence et les abus.
- Toutes les campagnes doivent répondre aux réalités nationales et locales et être mises en œuvre de manière à permettre une participation totale des personnes les plus touchées par la violence, l'injustice et l'exclusion.

Les « grands défis » décrits dans le cadre du catalyseur « apprentissage et échange » permettront de favoriser la promotion et la construction de mouvement. Ils justifieront de plus grandes ambitions et inspireront les populations du monde entier à travailler ensemble pour faire des promesses de l'Agenda 2030 une réalité.

Les professionnels possédant des compétences en matière de promotion, de communication et de construction de réseaux sont nécessaires pour guider le mouvement pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Les enfants et les jeunes doivent jouer un rôle central dans la divulgation et dans la campagne, et les objectifs de développement durable devront pour cela leur fournir une plateforme pour travailler ensemble pour un monde meilleur.

Les femmes et les hommes ont un rôle important à jouer dans la prévention de la violence et dans la lutte contre les attitudes et les comportements qui nuisent à des sociétés pacifiques.

Le mouvement pour la paix, la justice et l'inclusion doit également écouter et se laisser guider par les survivants de la violence et de l'injustice, et les personnes les plus défavorisées.



Augmenter le leadership politique pour la paix, la justice et l'inclusion.

- Utilisez la feuille de route pour faire valoir l'action accélérée sur ODD16+, en catalysant un débat international sur la façon dont tous les pays peuvent atteindre les objectifs.
- Élaborer un récit pour la paix, la justice et l'inclusion qui met l'accent sur les solutions et le potentiel de changement positif.
- Mettre en évidence les succès des pionniers ODD16+, en démontrant ce qui peut être atteint grâce à des politiques et des programmes pertinents.
- Créer un réseau de défenseurs politiques pour la mise en œuvre des ODD16+ et utiliser des événements de haut niveau pour renforcer le soutien international, tout en promouvant le travail des défenseurs pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives aux niveaux nationaux et locaux.
- Plaider pour les investissements nécessaires pour assurer la paix, la justice et l'inclusion, en mobilisant des financements supplémentaires de la part de toutes les sources.

Construire un mouvement pour des sociétés pacifiques

- Appeler les gouvernements, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé à travailler ensemble pour réduire rapidement la violence.
- Augmenter le nombre de pays qui ont fixé des objectifs pour réduire les homicides et qui mettent en œuvre des politiques et des programmes qui visent les communautés les plus touchées.
- Tirer parti des campagnes mondiales et nationales existantes visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des enfants.
- Développer et renforcer les campagnes visant à mettre fin au mariage des enfants, aux mutilations génitales féminines, au travail des enfants, à l'utilisation d'enfants soldats, à l'esclavage moderne et à la traite des êtres humains, et qui protègent les droits des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur des pays.

Construire un mouvement pour la justice et l'inclusion

- Contribuer à une campagne d'accès à la justice qui permettra aux gens de comprendre et d'accéder à leurs droits, de soutenir ceux qui fournissent des services juridiques dans les communautés et d'accroître les investissements dans la justice de la part de sources nationales et internationales.
- Tirer parti des campagnes mondiales et nationales existantes qui favorisent et protègent les droits de l'homme, ou qui s'attaquent à la corruption, aux flux illicites ou à d'autres injustices.
- Donner aux individus les moyens de devenir des acteurs du changement et promouvoir des modèles pour que les sociétés puissent s'appuyer sur les connaissances, les idées et les énergies de leurs citoyens.
- Protéger et améliorer l'espace pour s'engager dans la construction de la paix, de la justice et de l'inclusion.

Renforcer les normes et les valeurs qui sous-tendent les sociétés pacifiques, justes et inclusives

- Rassembler les preuves et les meilleures pratiques sur l'évolution des normes et des valeurs.
- Regrouper les professionnels (sciences du comportement, marketing social, réseaux sociaux, etc.) pour élaborer des conseils pour les gouvernements.
- Investir dans l'évaluation des interventions qui visent à modifier les normes et les valeurs.





La Voie à Suivre

Les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives vont maintenant former une **plateforme d'action** pour faire avancer la feuille de route.

Nous allons utiliser la feuille de route pour soutenir sur le plan national l'ambition, la cohérence, l'innovation, les résultats et la communication d'informations.

Aux niveaux **internationaux** et **régionaux**, nous nous servons de la feuille de route pour renforcer les stratégies, l'élan et la volonté politique.

Nous allons également façonner un débat **mondial** en utilisant les grands défis en matière de justice, d'inclusion et de prévention de la violence qui figurent à la page 51.

Les Pionniers continueront de grandir, à mesure que les gouvernements et les autres partenaires **s'engagent dans la mise en œuvre** de l'ODD16+. Le groupe travaillera avec, et soutiendra, des partenaires de tous les secteurs, conformément à son rôle de **station d'accueil**.

Ensemble, nous allons démontrer que les objectifs du programme 2030 pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives peuvent être atteints, en fournissant une plateforme pour **intensifier** la mise en œuvre dans les années 2020.



Les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives se sont réunis pour aider à faire des Objectifs de développement durable une réalité.

Le groupe a été fondé pour créer un élan pour la mise en œuvre des cibles ODD16+ avant le Forum politique de haut niveau en 2019, avec l'espoir de constituer une plateforme pour encourager les ambitions dans les années 2020.

Après notre lancement en 2016, nous avons répertorié des tendances, des données et des partenariats pour la paix, la justice et l'inclusion, et avons construit un consensus autour des politiques, des stratégies et des outils qui contribueront à soutenir la mise en œuvre par le biais de cette feuille de route.

Les Pionniers vont maintenant former un groupe d'action pour faire avancer la feuille de route. La feuille de route aidera les partenaires à collaborer, et chaque partenaire pourra contribuer à la vision et aux objectifs partagés en fonction de ses domaines d'avantage comparatif (voir page 59).

En 2018 et 2019, les Pionniers vont travailler sur trois priorités (page 60).

Premièrement, nous soutiendront la mise en œuvre nationale en utilisant la feuille de route pour encourager l'ambition, la cohérence, l'innovation et la communication des informations.

En conséquence, plus de pays fixeront leurs propres objectifs pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives et s'engageront dans la mise en œuvre dans le cadre de leurs stratégies et plans de développement durable.

Un objectif important est de faire en sorte que les pays les moins développés et les plus vulnérables puissent participer pleinement au groupe des Pionniers et puissent mettre en œuvre l'ODD16+ efficacement.

La mise en œuvre nationale sera plus cohérente, avec des liens renforcés entre la paix, la justice et l'inclusion, une orientation transversale sur l'égalité des sexes et les droits, et de liens plus forts entre l'ODD16+ et le reste de l'Agenda 2030.

Nous allons également soutenir l'apprentissage et la coopération entre les agents de recherche, la documentation sur les méthodes et les bonnes pratiques nationales, ainsi que les relations avec les organisations internationales compétentes, les partenariats internationaux et les plateformes de connaissances.

La feuille de route soutiendra le travail de l'Alliance mondiale pour renforcer l'apport d'informations lors des forums politiques de haut niveau en 2018 et 2019 et du Forum 16+, qui sera l'occasion de présenter les innovations et les réussites.

La deuxième priorité sera de s'appuyer sur la feuille de route pour renforcer les stratégies et l'élan aux niveaux internationaux et régionaux.

Les Pionniers vont collaborer activement avec les organisations internationales et régionales, la société civile, le secteur privé, les partenariats internationaux, les réseaux de recherche, les fondations et les autres partenaires.

Nous allons nous mettre en lien avec ceux qui travaillent sur l'ODD16+ mais aussi avec tous ceux qui travaillent sur les autres parties de l'Agenda 2030.

Lorsque nécessaire, nous soutiendrons les partenaires internationaux et régionaux dans leur mise en œuvre des points de la feuille de route, en augmentant ainsi la proportion des cibles SDG16+ couvertes par les stratégies de mise en œuvre et de financement internationales et régionales.

Nous essaierons d'augmenter le nombre de secteurs qui luttent contre les obstacles à leur cibles ODD posés par la violence, l'insécurité, l'injustice, l'exclusion et la faiblesse de la gouvernance.

La feuille de route est un document vivant et nous préparerons un rapport d'étape en 2018 et une version mise à jour en 2019.

La priorité finale est d'utiliser les trois « grands défis » identifiés à la page 51 pour construire l'ambition et en tant qu'axes d'apprentissage.

Chaque grand défi offrira de nouvelles opportunités de leadership et renforcera les partenariats pour la paix, la justice et l'inclusion.

Réunis, les trois défis encourageront la volonté des pays de développer et de financer des approches novatrices pour transformer l'ambition d'ODD16+ en réalité.

Les Pionniers resteront un groupe ouvert et inclusif, qui communiquera largement ses objectifs et travaillera avec tous les partenaires qui s'engagent à mettre en œuvre les cibles ODD16+.

Pionniers nationaux et régionaux (gouvernements et partenaires aux niveaux infranationaux)

- Fixer des objectifs nationaux pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives
- Mise en œuvre par des politiques et des stratégies de planification et des processus nationaux
- Partager avec les autres pays les meilleures pratiques et les leçons apprises
- Coopérer sur les dimensions internationales / régionales de ODD16+
- Revendications et leadership international sur un ou plusieurs défis prioritaires
- Coopération au développement pour les sociétés pacifiques, justes et inclusives
- Rapport sur les progrès, y compris au HLPF en 2019

Société civile

- Promouvoir activement l'inclusion et la participation
- Promouvoir et faire campagne, et abattre les obstacles à la paix, à la justice et à l'inclusion
- Renforcer les données, les preuves et l'apprentissage
- Transparence et contribution aux rapports
- Mise en œuvre, en incluant les plus vulnérables et les plus défavorisés

Secteur privé

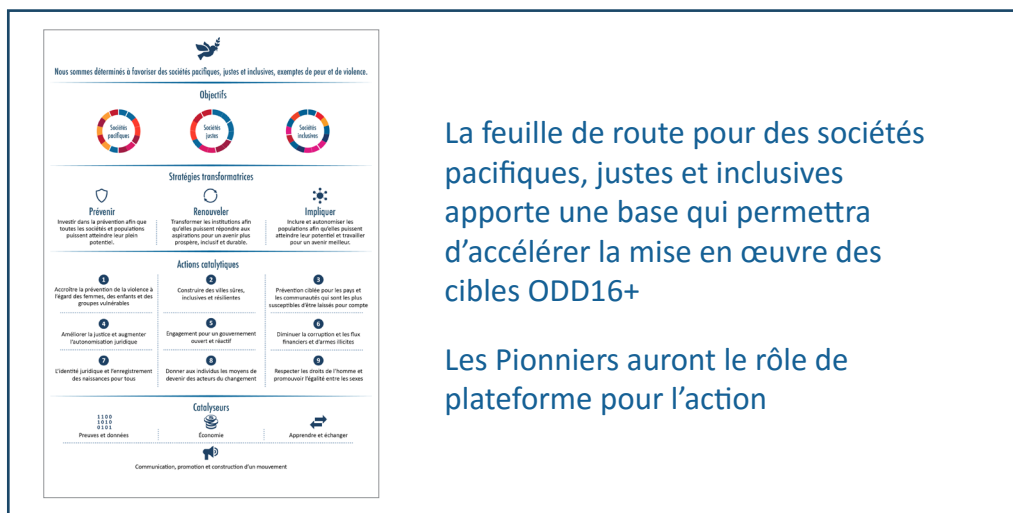
- Politiques, normes et pratiques qui favorisent les droits de l'homme et donnent la priorité à l'égalité entre les sexes
- Promouvoir l'inclusion économique, en particulier pour les jeunes, et soutenir la mise en œuvre, notamment par le biais de programmes qui ciblent les employeurs et les clients
- Combattre la corruption et les pratiques abusives, y compris au sein des chaînes d'approvisionnement
- Travailler avec les gouvernements pour améliorer l'environnement des entreprises (en particulier, lorsque les niveaux de violence sont élevés)

Partenaires internationaux et régionaux

- Renforcer les approches universelles pour l'implémentation ODD16+
- Répondre aux besoins des pays et des communautés les plus susceptibles d'être laissés pour compte
- Soutien intégré pour la planification et la mise en œuvre nationales
- Leadership stratégique et technique dans les domaines couverts par la feuille de route ODD16+
- Arguments en faveur de l'investissement et stratégies de financement
- Plateformes pour l'apprentissage
- Le leadership politique, promotion et construction de mouvement

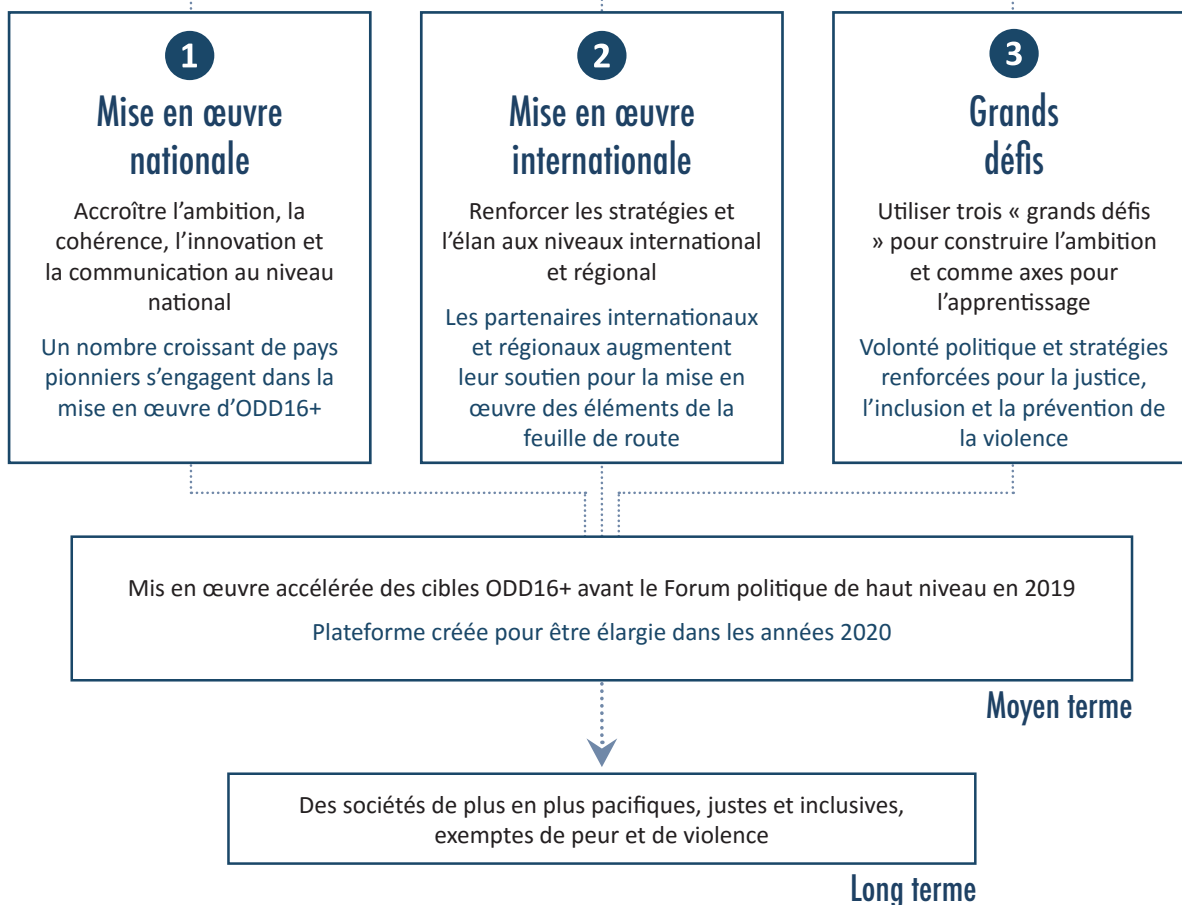
Partenariats multipartites

- Plateformes pour la mise en œuvre
- Plateformes pour l'apprentissage, et le partage des connaissances et de l'expertise
- Plateformes pour suivre les progrès et pour les rapports



La feuille de route pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives apporte une base qui permettra d'accélérer la mise en œuvre des cibles ODD16+

Les Pionniers auront le rôle de plateforme pour l'action





Références

Promouvoir des sociétés pacifiques, justes et inclusives

Déclaration universelle des droits de l'homme - voir <http://www.un.org/en/universal-declaration-human-rights/>

Nouvel agenda urbain - voir <http://habitat3.org/the-new-urban-agenda/>

Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe - voir <http://www.unisdr.org/we/coordinate/sendai-framework>

Programme d'action d'Addis Abeba: Nations Unies (2015), *Addis Ababa Action Agenda of the Third International Conference on Financing for Development (Addis Ababa Action Agenda)*. New York: Nations Unies, disponibles sur http://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/08/AAAA_Outcome.pdf

Stratégies transformatrices

Prévenir

Vies perdues: Small Arms Survey (2016), *Monitoring Trends in Violent Deaths*, Notes de recherche, numéro 59, septembre 2016, disponible sur http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/H-Research_Notes/SAS-Research-Note-59.pdf

Pays avec la moitié de tous les décès: Enquête sur les armes légères, 'Interactive Maps and Charts of Armed Violence Indicators', disponible sur <http://www.smallarmssurvey.org/tools/interactive-map-charts-on-armed-violence.html>, accessed 14 July 2017

Augmentation des décès violents: Informations tirées des « Scenarios on violent deaths », fournis par Small Arms Survey, 2017

Personnes fuyant leurs foyers: Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (2017), *Global Trends – Forced Displacement in 2016*. Genève: UNHCR, disponibles sur <http://www.unhcr.org/5943e8a34>

Populations qui font face à la famine: Nations Unies (2017) *Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs and Emergency Relief Coordinator, Stephen O'Brien - Situational briefing to the General Assembly on the Secretary-General's Call to Action on famine response and prevention*, 13 avril 2017, Disponible à l'adresse [https://docs.unocha.org/sites/dms/Documents/ERC_USG%20Stephen%20OBrien%20briefing%20to%20the%20General%20Assembly%20on%20Famine%20Response%20and%20Prevention%20-%2013April2017%20\(002\).pdf](https://docs.unocha.org/sites/dms/Documents/ERC_USG%20Stephen%20OBrien%20briefing%20to%20the%20General%20Assembly%20on%20Famine%20Response%20and%20Prevention%20-%2013April2017%20(002).pdf)

Coût estimé du conflit: Institut pour l'économie et la paix (2015), *Global Peace Index 2015 – Measuring Peace, its Causes and its Economic Value*. Sydney: Institute for Economics & Peace, disponible sur http://economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2015/06/Global-Peace-Index-Report-2015_0.pdf

Renouveler

Population en 2030: Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2017). *World Population Prospects: La révision 2017*, les données personnalisées acquises via le site Web, disponibles sur <https://esa.un.org/unpd/wpp/>

Population dans les villes: Nations Unies, Département des affaires

économiques et sociales, *World Urbanization Prospects – 2014 revision*. New York: Nations Unies, disponibles sur <https://esa.un.org/unpd/wup/publications/files/wup2014-highlights.Pdf>

Les chiffres de l'économie mondiale: Banque mondiale, Produit intérieur brut pour le monde [MKTGDP1WA646NWDB], extrait de FRED, Federal Reserve Bank of St. Louis; <https://fred.stlouisfed.org/series/MKTGDP1WA646NWDB>, consulté le 13 juillet 2017.

Classe moyenne: Homi Kharas (2017), *The Unprecedented Expansion of the Global Middle Class – an update*. Washington DC: Brookings Institution, disponible à l'adresse https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/02/global_20170228_global-middle-class.pdf

Impliquer

Confiance dans les institutions: Edelman (2017), '2017 Edelman Trust Barometer - Global Report', disponible sur <http://www.edelman.com/global-results/>

Actions catalytiques

1 | Accroître la prévention de la violence à l'égard des femmes, des enfants et des groupes vulnérables

Estimations de la prévalence de la violence à l'égard des femmes: Organisation mondiale de la santé, London School of Hygiene and Tropical Medicine et South African Medical Research Council (2013), *Global and regional estimates of violence against women: prevalence and health effects of intimate partner violence and nonpartner sexual violence*. Genève: Organisation mondiale de la santé, disponible sur http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/85239/1/9789241564625_fra.pdf?ua=1

Et contre les enfants: UNICEF (2014), *Hidden in Plain Sight – A statistical analysis of violence against children*. New York: Fonds des Nations Unies pour l'enfance, disponible sur: http://files.unicef.org/publications/files/Hidden_in_plain_sight_statistical_analysis_EN_3_Sept_2014.pdf

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes - voir <http://www.ohchr.org/en/hrbodies/cedaw/pages/cedawindex.aspx>

Convention sur les droits de l'enfant - voir <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx>

Cadre pour soutenir l'action visant à prévenir la violence à l'égard des femmes: UN Women (2015), *A Framework to Underpin Action to Prevent Violence Against Women*. New York: UN Women, disponible sur <http://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2015/11/prevention-framework#view>

INSPIRE: Organisation mondiale de la santé (2016), « INSPIRE: Seven strategies for Ending Violence Against Children », disponible sur http://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/inspire/en/

Partenariat mondial pour mettre fin à la violence contre les enfants – voir <http://www.end-violence.org/>

Alliance 8.7 - voir <http://www.alliance87.org/>

Forum des Nations Unies sur les droits de l'homme et le secteur privé - voir <http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Forum/Pages/2017ForumBHR.aspx>



2 | Construire des villes sûres, inclusives et résilientes

Taux d'homicides dans les villes: voir par exemple, Igarapé Homicide Monitor, disponible sur <https://homicide.igarape.org.br/>

Sécurité urbaine: ONU Habitat (2007), *Enhancing Urban Safety and Security, Global Report on Human Settlements*. Nairobi: Programme des Nations Unies pour les établissements humains, disponible à l'adresse <https://www.un.org/ruleoflaw/files/urbansafetyandsecurity>.

Nouvel agenda urbain - voir <http://habitat3.org/the-new-urban-agenda/>

Lignes directrices de l'ONU pour des villes plus sûres - voir, par exemple, l'Assemblée générale des Nations Unies (2014), « Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 18 décembre 2013 - 68/188. La règle de droit, la prévention du crime et la justice pénale dans le programme de développement des Nations Unies au-delà de 2015, disponible sur https://www.unodc.org/documents/commissions/CCPCJ/Crime_Resolutions/2010-2019/2013/General_Assembly/A-RES-68-188.pdf; Et ONU Habitat (2016), «Réunion transversale du groupe mondial d'experts: Villes plus sûres et nouvel agenda urbain - Vers une approche transformatrice dans la mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain, note d'information, disponible sur <http://gpplatform.ch/sites/default/files/Background%20note%20-%20Global%20Expert%20Meeting%20Safer%20Cities.pdf>

Initiative de partenariat mondial pour des villes plus sûres: Habitat III (2016), *Global Partnership Initiative on Safer Cities*, disponible à l'adresse <http://quitoimplementationplatform.habitat3.org/commitments/global-partnership-initiative-on-safer-cities/>

L'Initiative internationale Safe Cities and Safe Public Spaces: ONU Femmes (2017), *Safe Cities and Safe Public Spaces* disponible sur [http://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2015/un-women-safecities-brief_us-web-\(1\).pdf?la=en&vs=953](http://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2015/un-women-safecities-brief_us-web-(1).pdf?la=en&vs=953)

3 | Prévention ciblée pour les pays et les communautés qui sont les plus susceptibles d'être laissés pour compte

g7+ - voir <http://www.g7plus.org/>

4 | Améliorer la justice et augmenter l'autonomisation juridique

Protection du droit: En 2008, la Commission pour la démarginalisation des pauvres par le droit a constaté que 4 milliards de personnes ne jouissent pas de l'accès à la justice et sont mis « à l'écart, ne pouvant pas compter sur la protection de la loi et incapables d'entrer dans les marchés nationaux, et encore moins les marchés mondiaux. » Ce nombre est une estimation, basée sur un nombre relativement faible d'études. Cela souligne le besoin d'obtenir de meilleures données sur ce que les gens veulent et obtiennent du système judiciaire: La Commission pour la démarginalisation des pauvres par le droit et le Programme des Nations Unies pour le développement (2008), *Making the Law Work for Everyone - Volume 1: Report of the Commission on Legal Empowerment of the Poor*. New York: La Commission pour la démarginalisation des pauvres par le droit et le Programme des Nations Unies pour le développement sont disponibles ici http://www.unicef.org/ceecis/Making_the_law_work_for_everyone.pdf

Principes et lignes directrices de l'ONU sur l'accès à l'aide juridique: UNODC (2013), *United Nations Principles and Guidelines on Access to Legal Aid in Criminal Justice Systems*. Vienne: UNODC, disponibles sur https://www.unodc.org/documents/justice-and-prison-reform/UN_principles_and_guidelines_on_access_to_legal_aid.pdf

Étude mondiale sur l'aide juridique: UNODC / PNUD (2016), *Global Study on Legal Aid - Global Report*. New York / Vienne: UNDP / UNODC, disponible sur http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/Access%20to%20Justice%20and%20Rule%20of%20Law/Global-study-on-legal-aid_report.pdf?download

Partenariat pour le gouvernement ouvert – voir <https://www.opengovpartnership.org/>

Namati - voir <https://namati.org/>

Réseau international d'aide juridique - voir, par exemple, Global Giving (2016), *Establishing Legal Aid in Post-Conflict Countries*, disponible sur <https://www.globalgiving.org/projects/legal-aid-in-post-conflict-countries/reports/?subid=82348>

Le point focal mondial pour la justice policière et les services correctionnels - voir, par exemple, <http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/Access%20to%20Justice%20and%20Rule%20of%20Law/GFP-Fact-Sheet-ENG-July-2015.pdf>

Forum mondial sur le droit, la justice et le développement - voir <http://www.globalforumljd.org/>

5 | S'engager pour un gouvernement ouvert et réactif

Déclaration pour le gouvernement ouvert – voir <https://www.opengovpartnership.org/open-government-declaration>

Comité d'experts de l'ONU sur l'administration publique - voir <https://publicadministration.un.org/en/cepa>

Partenariat pour le gouvernement ouvert – voir <https://www.opengovpartnership.org/>

Reconstruction des principales fonctions gouvernementales: Jairo Acuña-Alfaro (2016), 'After conflict, functioning governments are key for peaceful and inclusive societies', 20 janvier, disponible sur <http://www.undp.org/content/undp/en/home/blog/2016/1/20-After-conflict-functioning-governments-are-key-for-peaceful-and-inclusive-societies/>; et PNUD (2017), '(Re)Building Core Government Functions in Fragile and Conflict Affected Settings: Joint Principles for Assessing Key Issues and Priorities', disponible sur <http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/democratic-governance/core-government-functions/-re-building-core-government-functions-in-fragile-and-conflict-a.html>

Plate-forme pour des institutions efficaces – voir <https://www.effectiveinstitutions.org/en/>

6 | Réduire la corruption et les flux financiers et d'armes illicites

Mécanisme d'examen de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption – voir <https://www.unodc.org/unodc/en/treaties/CAC/IRG.html>

Comité d'experts sur la coopération internationale en matière fiscale - voir <http://www.un.org/esa/ffd/tax/>



Plan d'action sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires: OCDE (2013), *Action Plan on Base Erosion and Profit Shifting*. Paris: UNDP / UNODC, disponible sur <https://www.oecd.org/ctp/BEPSActionPlan.pdf>

Initiative pour le recouvrement des avoirs volés – voir <http://star.worldbank.org/star/>

Forum mondial sur le recouvrement d'avoirs: Cabinet Office (2016), « PM announces new plan at anti-corruption summit to recover stolen assets », 12 mai 2016, disponible à l'adresse <https://www.gov.uk/government/news/pm-announces-new-plan-At-anti-corruption-cumule-à-récupérer-volé-actifs>

Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères - voir <http://www.poa-iss.org/Poa/poa.aspx>

Protocole ONU sur les armes à feu - voir <http://www.unodc.org/unodc/fr/firearms-protocol/the-firearms-protocol.html>

Traité sur le commerce des armes - voir <https://www.un.org/disarmament/convarms/att/>

Normes internationales sur le contrôle des armes légères – voir <http://www.smallarmsstandards.org/>

Réseau de justice fiscale - voir <http://www.taxjustice.net/>

7 | L'identité juridique et l'enregistrement des naissances pour tous

Enregistrements des naissances - pour des informations plus détaillées, voir, par exemple, <https://data.unicef.org/topic/child-protection/birth-registration/>

Feuille de route pour la mesure de la santé et la transparence (2015-2030): Common Road Map Steering Committee (2015), *The Roadmap for Health Measurement and Accountability*. Washington DC: Banque mondiale, disponible sur https://live.worldbank.org/sites/default/files/roadmap_6-4-15_web.pdf

Registre civil mondiale et plan d'investissement pour l'état civil (2015-2024): Groupe de la Banque mondiale et OMS (2014), « Global Civil Registration and Vital Statistics - Scaling up Investment Plan 2015-2024 », disponible sur http://www.who.int/healthinfo/civil_registration/WB-WHO_ScalingUp_InvestmentPlan_2015_2024.pdf?ua=1

Initiative d'identification pour le développement - voir <http://www.worldbank.org/fr/programs/id4d>

Principes sur l'identification pour le développement durable: Banque mondiale (2017), *Principles on Identification for Sustainable Development: toward the digital age*. Washington DC: Groupe de la Banque mondiale, disponible sur <http://documents.worldbank.org/curated/fr/213581486378184357/pdf/112614-REVISED-PUBLIC-web-final-ID4D-IdentificationPrinciples.pdf>

The Health Data Collaborative - voir <https://www.healthdatacollaborative.org/>

Plate-forme de partenariat ID4D - voir <http://www.worldbank.org/fr/programs/id4d#3>

8 | Donner aux individus les moyens de devenir des acteurs du changement

Enquête MYWorld - voir <http://data.myworld2015.org/>

Plans d'action pour le gouvernement ouvert - voir <https://www.opengovpartnership.org/develop-national-action-plan>

Le Réseau Transparence, Responsabilité et Participation – voir <http://tapnetwork2030.org/>

Outils pour la promotion de l'Objectif 16 - voir <http://tapnetwork2030.org/goal16/>

Promotion: Justice et SDG - voir <http://tapnetwork2030.org/accesstojustice/>

Communauté des démocraties - voir <http://www.community-democracies.org/>

9 | Respecter les droits de l'homme et promouvoir l'égalité entre les sexes

Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme - voir <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/UPRMain.aspx>

Commission sur la condition de la femme - voir <http://www.unwomen.org/en/csw>

Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme - voir <http://nhri.ohchr.org/> (et <https://www.onlinevolunteering.org/en/global-alliance-national-human-rights-institutions-ganhri>)

Groupe de haut niveau sur l'autonomisation économique des femmes - voir <https://www.empowerwomen.org/fr/who-we-are/initiatives/sghigh-level-panel-on-womens-economic-empowerment>

Catalyseurs

Preuves et données

Initiative sur les données d'ODD16 – voir <http://www.sdg16.org/>

Groupe d'experts interinstitutions sur les indicateurs SDG (IAEG-SDG) - voir <https://unstats.un.org/sdgs/iaeg-sdgs/>; Et planifiez la mise en œuvre - voir <https://unstats.un.org/unsd/statcom/48th-session/documents/2017-2-IAEG-SDGs-E.pdf> et <https://unstats.un.org/unsd/statcom/48th-session/documents/BG-2017-3a-Tier-III-Work-Plans-E.pdf>

Groupe de haut niveau pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités pour les statistiques de l'Agenda 2030 – voir <https://unstats.un.org/sdgs/hlg/>

Classification internationale de la criminalité à des fins statistiques - voir https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/statistics/crime/ICCS/ICCS_English_2016_web.pdf

Classification internationale des maladies - voir <http://www.who.int/classifications/icd/en/>

Commission de statistique - voir <https://unstats.un.org/unsd/statcom/48th-session/documents/Report-on-the-48th-session-of-the-statistical-commission-E.pdf>

Plan d'action mondial pour le développement durable de Cape Town - voir <https://unstats.un.org/sdgs/hlg/Cape-Town-Global-Action-Plan/>

Feuille de route sur les statistiques de la criminalité: Conseil économique et social des Nations Unies (2012), « Rapport de l'Institut national des statistiques et de la géographie du Mexique et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur une feuille de route visant à améliorer la qualité et la disponibilité des statistiques sur la criminalité aux niveaux national et international - Note du Secrétaire général, « disponible à l'adresse <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N12/656/65/PDF/N1265665.pdf?OpenElement>

Le groupe Praia sur les statistiques de la gouvernance - voir <http://www.ine.cv/praiagroup/index.html>

Groupe de travail intersecrétariats sur les enquêtes sur les



ménages: Conseil économique et social des Nations Unies (2016), « Groupe de travail intersecrétariats sur les enquêtes auprès des ménages - Rapport du Secrétaire général », disponible à l'adresse <https://unstats.un.org/unsd/statcom/48th-session/documents/2017-20-HouseholdSurveys-E.pdf>

Alliance pour la prévention de la violence - voir <http://www.who.int/violenceprevention/en/>

Rapport phare de la Banque mondiale sur la prévention des conflits - voir, par exemple, <https://www.prio.org/utility/Download.ashx?x=545>

Programme de prévention des violences contre les femmes - voir <http://www.whatworks.co.za/>

Connaître la violence envers les enfants - Une initiative mondiale d'apprentissage - voir <http://www.knowviolenceinchildhood.org/>

Comprendre le travail des enfants - voir <http://www.ucw-project.org/>

The Rights Lab - voir <http://rightsandjustice.nottingham.ac.uk/>

Consortium de recherche sur l'impact du gouvernement ouvert - voir, par exemple, <http://www.worldbank.org/en/topic/governance/brief/launch-of-research-consortium-on-the-impact-of-open-government-processes>

Réseau de recherche de la Fondation MacArthur sur la gouvernance ouverte - voir <http://www.opening-governance.org/>

Plate-forme pour des institutions efficaces - voir <https://www.effectiveinstitutions.org/en/>

Économie

Programme d'action d'Addis-Abeba: Nations Unies (2015), Programme d'action d'Addis-Abeba de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (programme d'action d'Addis-Abeba). New York: Nations Unies, disponible sur http://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/08/AAAA_Outcome.pdf

Coût global de la violence: Anke Hoefler et James Fearon (2014), *Conflict and Violence Assessment Paper - Benefits and Costs of the Conflict and Violence Targets for the Post-2015 Development Agenda Post-2015 Consensus*. Tewkesbury MA: Centre de consensus de Copenhague, disponible sur http://www.copenhagenconsensus.com/sites/default/files/conflict_assessment_-_hoefler_and_fearon_0.pdf

Perte de bien-être liée au mariage des enfants: Quentin Wodon, Chata Male, Ada Nayihouba, Adenike Onagoruwa, Aboudrahyme Savadogo, Ali Yedan, Jeff Edmeades, Aslihan Kes, Neetu John, Lydia Murithi, Mara Steinhaus and Suzanne Petroni (2017), *Economic Impacts of Child Marriage: Global Synthesis Report*. Washington DC: La Banque mondiale et le Centre international de recherche sur les femmes, disponible sur <http://www.costsofchildmarriage.org/file/153/download?token=kFoVE9w1>

Coût de la corruption: Équipe du personnel du Département des affaires fiscales et du Département juridique (2016), *IMF Staff Discussion Note - Corruption: Costs and Mitigating Strategies*. Washington DC: Fonds monétaire international, disponible à l'adresse <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2016/sdn1605.pdf>

Coût de la mise à l'échelle des systèmes d'enregistrement civil: La Banque mondiale et l'OMS (2014), *Global Civil Registration and Vital Statistics Scaling up Investment Plan 2015-2024*. Washington DC: Groupe de la Banque mondiale, disponible sur <http://documents.worldbank.org/curated/en/457271468148160984/pdf/883510WP0CRVSO00Box385194B00PUBLIC0.pdf>

Partenariat mondial pour mettre fin à la violence contre les enfants - voir <http://www.end-violence.org/>

Coût des services juridiques de base: Le partenariat pour le droit et le développement (2016), *Developing a portfolio of financially sustainable, scalable basic legal service models*. Londres: LDP, disponible sur <http://www.lawdevelopment.com/BLS%20briefing%20paper.pdf>

OMS sur la prévention de la violence: OMS, UNODC et PNUD (2014), *Global Status Report on Violence Prevention 2014*. Genève: Organisation mondiale de la santé, disponible sur http://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/status_report/2014/en/

Dons dépensés pour mettre fin à la violence contre les enfants: ChildFund Alliance, Save the Children, SOS Children's Villages International, World Vision International, and Development Initiatives (2017), *Counting Pennies: A review of official development assistance to end violence against children*. Bristol: Initiatives de développement, disponible sur http://www.wvi.org/sites/default/files/Counting_Pennies_WEB_FINAL.pdf

OCDE et aide: OCDE (2015), *States of Fragility 2015: Meeting Post-2015 Ambitions*. Paris: Publication de l'OCDE, disponible sur <http://dx.doi.org/10.1787/9789264227699-en>

Projet Économie du mariage des enfants - voir <https://www.icrw.org/research-programs/understanding-the-economic-impacts-of-child-marriage/>

Stern Review sur l'économie du changement climatique - voir, par exemple, http://www.wwf.se/source.php/1169157/Stern%20Report_Exec%20Summary.pdf

Enregistrement civil mondial et statistiques de l'état civil: Plan d'investissement à plus grande échelle: Groupe de la Banque mondiale et OMS (2014), « Global Civil Registration and Vital Statistics - Scaling up Investment Plan 2015-2024 », disponible sur http://www.who.int/healthinfo/civil_registration/WB-WHO_ScalingUp_InvestmentPlan_2015_2024.pdf?ua=1

L'innovation financière du Pacte mondial des Nations Unies pour la plate-forme d'action SDG - voir <https://www.unglobalcompact.org/take-action/action/financial-innovation>

Aprendizaje e intercambios

Base de données mondiale des indicateurs SDG - voir <https://unstats.un.org/sdgs/indicators/database/>

SDG16 Data Initiative - voir <http://www.sdg16.org/>

Partenariat mondial pour mettre fin à la violence contre les femmes - voir <http://evaw.unwomen.org/en>

Alliance 8.7 Knowledge Platform - voir, par exemple, <https://unu.edu/news/news/unu-alliance-87-initiative.html>

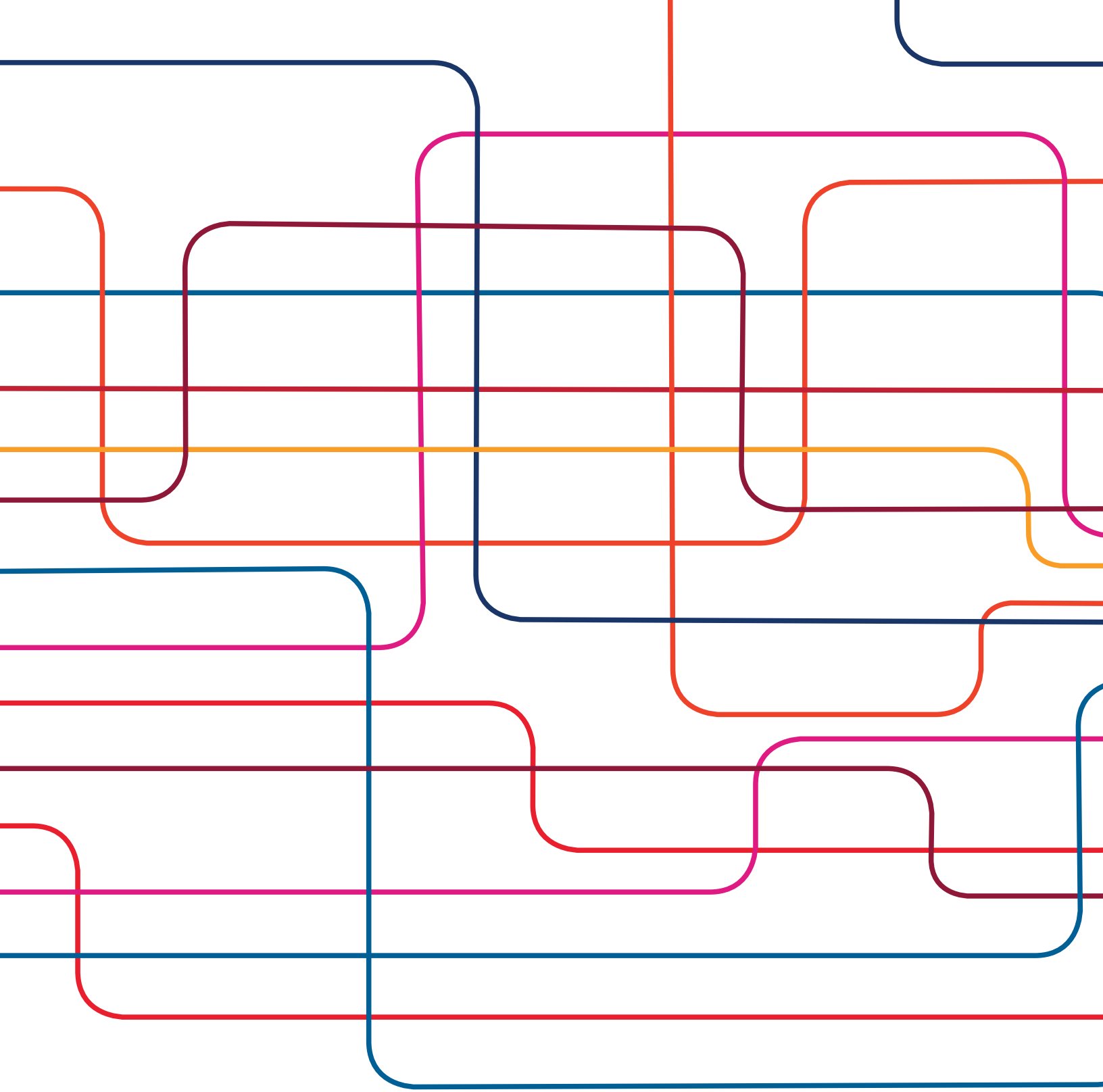
Alliance mondiale pour faire état des progrès accomplis dans la promotion de sociétés pacifiques, justes et inclusives - voir, par exemple, <http://sdg.iisd.org/news/partners-launch-global-alliance-for-sdg-16-reporting/>

Échange de partenariats - pour des exemples d'événements, voir <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/PartnershipExchange>

SDG Business Forum - voir <http://www.sdgbusinessforum.com/>

Rapport mondial sur le développement durable - pour les versions précédentes, voir <https://sustainabledevelopment.un.org/globalsdreport>

Forum 16 + - voir <http://www.wfuna.org/sixteenplusforum>



LES PIONNIERS

||||| POUR DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES, JUSTES ET INCLUSIVES